

LES QUATRE GUERRES DE POUTINE

SERGUEÏ MEDVEDEV

LES QUATRE GUERRES DE POUTINE

Traduit du russe et annoté
par Galia Ackerman

BUCHET • CHASTEL

Titre original : *Park Krymskogo perioda*
© 2018 by Sergei Medvedev

Pour la traduction française :
© Buchet-Chastel/Libella, Paris, 2020

ISBN : 978-2-283-03301-2

INTRODUCTION

Le 23 février 2014, debout dans la tribune du stade olympique Ficht, le président Vladimir Poutine accueillait la cérémonie de clôture des Jeux olympiques d'hiver, remportés par l'équipe de Russie : pour la première fois depuis longtemps, celle-ci s'était classée première au tableau des médailles. Le monde ignorait encore l'affaire de dopage qui avait permis cette consécration à Sotchi : en cet instant, Poutine triomphait, exhibant aux yeux de tous la Russie qu'il avait construite : avec ses prétentions au leadership mondial, sa verticale du pouvoir¹, ses gratte-ciel à Moskva-City², ses victoires sur les fronts sportif et gazier, et avec ses Jeux olympiques au coût faramineux, organisés dans une région subtropicale.

1. La consolidation du pouvoir entre les mains du Kremlin depuis l'arrivée de Vladimir Poutine aux commandes, en 2000, est communément appelée « verticale du pouvoir ». C'est Poutine lui-même qui a utilisé le terme « verticale » dans son premier discours sur l'état de la nation, en juillet 2000. (*Toutes les notes sont de la traductrice.*)

2. Le Centre de commerce international de Moscou, ou « Moskva-City », est un quartier d'affaires du centre-ouest de la capitale, qui abrite parmi les plus hautes tours d'Europe. Les travaux n'y sont pas encore achevés.

Quelques heures plus tôt, le Kremlin avait décidé d'annexer la péninsule ukrainienne de Crimée. Des combattants du *spetsnaz*³ russe, que l'on surnommerait les « hommes courtois », sans insignes, y ont aussitôt débarqué, s'emparant de points stratégiques. Moins d'un mois plus tard, le 17 mars, la Crimée a proclamé son indépendance et, dès le lendemain, son rattachement à la Fédération de Russie. La Russie a commencé sa chute vertigineuse de l'Olympe de Sotchi ; de pays victorieux, membre du G8, elle est devenue un pays paria, s'opposant au droit et à l'ordre internationaux, rompant un à un les fils qui la reliaient au monde extérieur et détruisant toutes les structures de la normalisation et de la mondialisation créées au niveau national en un quart de siècle de transition postsoviétique.

Aujourd'hui, presque cinq ans plus tard, on ne voit toujours pas la fin de cette chute libre : le 18 mars 2018, le jour du quatrième anniversaire de l'annexion de la Crimée, Vladimir Poutine, soutenu par la majorité de la population, a été réélu pour un énième mandat de six ans, jusqu'en 2024, en s'appuyant sur un discours nationaliste, militariste, agressif envers l'Occident. La Russie s'est transformée en un « État voyou » qui mise toujours plus sur ses symboles d'opposition à l'Occident et qui a fait de sa population l'otage de ses ambitions géopolitiques. Or, cet engrenage mortifère a commencé le 23 février 2014, le jour où il a été décidé d'annexer la péninsule ukrainienne ; désormais, nous vivons tous dans le monde de l'après-Crimée.

Ce « nous » ne s'adresse pas uniquement aux Russes, mais aussi à mes lecteurs étrangers. Le caractère délétère du nouveau régime s'est aussitôt fait sentir au-delà des frontières de

3. Terme russe qui désigne des groupes d'intervention spéciaux relevant de l'armée, de la police et des services secrets russes.

la Russie et de l'Ukraine. Dès le 17 juillet 2014, au cours des combats engagés par les séparatistes prorusses à l'est de l'Ukraine, un missile du système de défense antiaérienne Bouk, de fabrication russe, a abattu un Boeing malaisien, causant la mort de la totalité de ses 298 passagers et de l'équipage, originaires de dix pays. Cette catastrophe a été suivie par l'ingérence de hackers russes dans les élections américaines et européennes, la tentative de coup d'État au Monténégro, l'intervention dans la guerre civile en Syrie et les bombardements barbares d'Alep et d'autres villes, entraînant des dommages collatéraux considérables... pour aboutir, en mars 2018, à une tentative d'assassinat dans la ville britannique de Salisbury. Les empoisonneurs de l'espion Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia ont eu recours à l'arme chimique : on n'aurait pu imaginer meilleure (ou pire) métaphore de la toxicité du régime russe.

Ce livre s'efforce de comprendre les origines et l'évolution de ce régime. Cette évolution s'inscrit-elle dans le droit fil de la période de transition postsoviétique, ou s'agit-il d'un brusque rebondissement de scénario, selon la volonté d'un seul homme ? Est-ce un phénomène spécifiquement russe, ou la manifestation d'une tendance mondiale à la démondialisation et au retour des États-nations, avec leurs vieilles rancœurs et leurs ambitions insatisfaites – ce dont témoignent le Brexit et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ?

Vladimir Poutine est sans nul doute le précurseur autant que l'incarnation du retour de l'État. Mais il s'appuie également sur une tradition nationale vieille de six cents ans, celle de l'autocratie, qui remonte à la création de l'État russe, héritier de la Horde d'or mongole. En tant qu'historien, j'ai observé ce processus avec beaucoup d'intérêt : j'ai vu revenir les formes traditionnelles du pouvoir et de

la soumission, les procédés de la pensée totalitaire et les figures de style propres au discours soviétique, les circuits de distribution d'État et les rituels d'une société de castes, qui se rattachent tout à la fois à l'époque brejnévienne et au stalinisme, au servage et au règne d'Ivan le Terrible. L'histoire russe, reproduisant la plupart des matrices sociales, politiques et économiques, semble se répéter, et la Russie glisser dans une ornière creusée par des siècles d'histoire.

Les années 2000, sous Poutine, ont été celles du retour en force de l'État, dans sa plénitude historique : avec son cortège de privilèges de l'élite et de répressions sélectives, son mépris de la loi et du citoyen ordinaire, sa rhétorique grand-russe et ses guerres de reconquête de l'héritage impérial. Mais c'est le troisième mandat de Vladimir Poutine, de 2012 à 2018, qui s'est avéré crucial : on a alors assisté à la répression de manifestations civiles pendant l'hiver 2011-2012, au vote de lois répressives odieuses (celles qui interdisent l'adoption d'enfants russes aux étrangers ou qui criminalisent la « propagande homosexuelle », par exemple), à l'annexion de la Crimée, aux guerres en Ukraine et en Syrie, et à l'autre guerre, « hybride », non déclarée, contre l'Occident. Comme si s'était rouverte une porte sur le passé, et que le modèle archaïque russe, avec ses dinosaures tels que l'autocratie et l'impérialisme, avait réinvesti la scène politique.

C'est précisément au cours du troisième mandat de Poutine, à l'époque où s'établissait ce régime répressif et revanchard, que j'ai écrit les courts essais qui composent ce livre. Ils traitent de l'histoire contemporaine russe, sous forme de variations autour d'un même thème : le retour de l'État, et sa guerre contre les différentes sphères d'autonomie, civile, territoriale et symbolique. Ce sont autant de chroniques relatant l'offensive de l'État contre ses citoyens,

le renforcement de sa souveraineté sur notre espace, nos corps et notre mémoire.

Le livre est divisé en quatre parties. Chacune décrit une « guerre » menée par l'État.

1. La guerre pour le contrôle de l'espace : des batailles pour occuper les places et les boulevards de Moscou que se livrent le pouvoir et l'opposition⁴ aux actions symboliques visant à « rassembler les terres russes⁵ », comme les programmes de colonisation de l'Arctique ; des aventures post-impériales en Crimée et dans le Donbass à la guerre néocoloniale en Syrie.
2. La guerre pour le contrôle des symboles : la lutte de l'État pour asseoir sa domination symbolique à travers des lieux, des signes, des rituels et des « spectacles » du pouvoir : des espaces sacrés que forment le Kremlin et la place Rouge aux « réserves naturelles de la souveraineté » que constituent les défilés militaires et les « parcs patriotiques⁶ ». Les missiles nucléaires

4. Au cours des dernières années, et sous divers prétextes, les autorités moscovites ont interdit plusieurs rassemblements et marches de l'opposition dans le centre-ville, intimant aux manifestants de se réunir dans des quartiers complètement périphériques.

5. L'expression remonte au XIII^e siècle, lorsque la principauté de Moscou a commencé à rassembler autour d'elle d'autres principautés russes afin de combattre la Horde d'or. Aujourd'hui, elle est employée par les hommes politiques russes qui veulent voir revenir dans le giron de la Fédération de Russie différents territoires qui conservent une importante population russophone ; c'est le cas de l'Ukraine orientale ou de la Lettonie.

6. Des parcs à thème patriotique ont vu le jour en Russie ces dernières années. Y sont exposés du matériel militaire lourd et des pièces d'artillerie, et de nombreuses attractions célèbrent le passé et le présent

stratégiques sont devenus l'un des principaux symboles du pouvoir : exhibés dans les rues de Moscou, imprimés sur des tee-shirts à la mode, projetés sur des écrans géants lors du discours de campagne de Poutine en mars 2018 en vue de menacer l'Occident, ils symbolisent la nouvelle identité russe.

3. La guerre pour le contrôle des corps. Cette nouvelle prise de pouvoir est devenue particulièrement visible dans les années 2010. Elle correspond à la notion de « biopolitique » définie par Michel Foucault, à savoir l'intrusion de l'État dans la vie privée des citoyens, affectant leurs modes de consommation, leurs pratiques sexuelles et les moyens de reproduction. On se rappellera à cet égard la lutte contre la propagande gay et contre l'adoption par des couples étrangers, l'éducation religieuse à l'école et la destruction des produits alimentaires occidentaux visés par des sanctions russes. Le pouvoir fait irruption dans des lieux qui, jusqu'alors, relevaient de l'espace privé – nos salons, nos chambres, nos cuisines, jusqu'à nos réfrigérateurs. En somme, il contrôle les corps sous couvert de lutte pour la démographie et d'affirmation d'une « souveraineté sexuelle » russe.
4. La guerre pour le contrôle de la mémoire, qui implique une politique historique et mémorielle active de l'État : de la création d'un manuel d'histoire unique pour les écoles au culte du Jour de la Victoire, le 9 mai ; de la réhabilitation rampante de Staline à la lutte contre les « falsifications de l'histoire ». Incapable de construire

des forces armées. Le plus grand, « Patriote », s'étend sur une superficie de 5 000 hectares aux environs de Moscou. Ouvert en 2014, il est géré par le ministère de la Défense.

INTRODUCTION

un avenir, l'État se réfugie dans des rêves de grandeur passée et crée une histoire russe mythique, qui serait une succession ininterrompue de victoires. Dans le même temps, il craint de reconnaître les échecs et les erreurs, et réprime les souvenirs traumatiques.

Ces quatre guerres ont un dénominateur commun : la reconquête de la « souveraineté » de l'État, considérée par le Kremlin comme un pouvoir illimité, indépendant des forces extérieures. Le pouvoir veut contrôler le territoire géographique et symbolique de la Russie, le corps de ses citoyens et la mémoire collective de la nation. La figure du souverain – le président Poutine – se hisse au-dessus des batailles. Ce n'est pas un hasard si le nom de Carl Schmitt, le théoricien allemand de la souveraineté de l'État au XX^e siècle, si populaire parmi les politologues proches du Kremlin, revient souvent au fil de ces pages.

Cependant, il serait erroné de ne lier le retour de l'État qu'à la personne de Poutine. Si ce dernier personnifie et désigne à lui seul un grand cycle historique – l'éternel retour du Léviathan russe –, ce n'est pas lui qui ressuscite les modèles traditionnels de l'histoire. C'est l'histoire russe elle-même qui s'est incarnée, au cours des années 2000, dans la figure emblématique de Poutine, lequel, comme le fait lucidement remarquer l'écrivain Viktor Pelevine, s'est identifié à l'idée nationale russe.

Faut-il avoir peur de la Russie « post-criméenne » ? Hegel écrivait que l'histoire se répète toujours : la première fois comme tragédie, la seconde comme farce. Malgré le caractère tragique de certains de ses crimes, tels que la guerre fratricide en Ukraine ou la destruction du Boeing malaisien, l'Empire russe est entré dans la dernière partie de son histoire, celle du déjà-vu et de l'imitation : plusieurs

LES QUATRE GUERRES DE POUTINE

chroniques de ce livre parlent de *fakes*, de simulacres et de reconstruction historique. Partie à la conquête de la souveraineté, cette nouvelle campagne russe peut se révéler mortifère, mais dans l'ensemble, ce sont des douleurs fantômes, les guerres d'un empire fatigué qui a survécu à son temps, épuisé ses ressources, et qui mène des combats d'arrière-garde sur un territoire qui ne cesse de se réduire, inexorablement. Observer ces batailles est tantôt effrayant, tantôt édifiant, mais le plus souvent cela reste drôle. Ce livre a précisément été écrit à la croisée d'intuitions historiques et d'inflexions comiques.

Moscou, mai 2018.

PREMIÈRE PARTIE

**LA GUERRE POUR LE CONTRÔLE
DE L'ESPACE**

LES ROUTES DÉFONCÉES DE NOTRE ÉTAT SOUVERAIN

Une seule chose peut être plus terrible encore que les routes russes : les travaux routiers russes. Récemment j'ai eu l'occasion d'être témoin d'une catastrophe locale de ce genre, alors que je roulais de Moscou à Tartu, en Estonie, sur la route fédérale M9, celle que l'on appelle aussi la Baltique. À vrai dire, cette voie qui traverse les régions de Tver et de Pskov ne se distinguait pas non plus autrefois par la qualité de son revêtement, aussi les automobilistes informés lui préféreraient-ils la route de Minsk pour rejoindre les pays baltes. Mais cette fois, j'ai assisté à quelque chose d'extraordinaire, même au regard des critères de qualité du réseau routier russe : à 250 kilomètres de la capitale, il n'y avait plus d'asphalte. On n'était ni au-delà du lac Baïkal, ni en Sibérie orientale, mais au cœur de la partie européenne de la Russie. La route fédérale s'était transformée en terre battue creusée de nids-de-poule de dimensions épiques, recouverte d'une couche de neige détrempée d'un mètre de profondeur. Des camions y avançaient lentement, en zig-zag ; certains se heurtaient, d'autres glissaient dans le fossé. De temps en temps, je croisais des voitures recouvertes de boue, immatriculées à Moscou, et leurs conducteurs

et moi échangeons des sourires ironiques. J'ai vu également quelques rares véhicules avec des plaques étrangères, notamment une Toyota pleine de Portugais s'affairant à prendre des photos à toutes les vitres : ils raconteraient cette aventure-là à leurs petits-enfants.

J'ai parcouru cent kilomètres en quatre heures sur cette chaussée sans revêtement, et pendant tout ce temps, je n'ai vu aucun ouvrier, aucun véhicule de police, aucun engin de voirie, aucun panneau indiquant la date des travaux ou les déviations possibles. Dans une station-service, on m'a raconté que les ouvriers avaient enlevé l'asphalte au début de l'automne et qu'ils étaient partis sans dire quand ils reviendraient. Cela faisait plus de trois mois que la route était dans cet état, comme au lendemain des bombardements de Rjev et de Velikié Louki à la fin de 1941⁷. Au même endroit, on m'a aussi parlé d'un camionneur français venu chercher de l'aide : « Je me suis perdu sur les petites routes, pourriez-vous m'indiquer comment rejoindre la grande route ? » On lui avait répondu qu'il était bien sur l'axe principal qui reliait l'Europe à Moscou.

Au cours de ce trajet, j'ai compris deux choses importantes. En premier lieu, que nous sommes dans une situation nouvelle – une situation d'impunité absolue. Il y a encore cinq ans, cela aurait été difficilement concevable en Russie : si on pouvait voler de l'argent du budget, au moins fallait-il simuler une activité. Aujourd'hui, tout est possible et personne n'est responsable : au larcin banal a succédé l'indifférence totale. Ces dernières années ont montré en

7. La ville de Velikié Louki a été occupée par les Allemands en août 1941, et celle de Rjev, en octobre 1941, après des combats intenses. Les batailles pour leur libération, en 1942, ont été particulièrement longues et sanglantes.

pratique que chez nous personne ne répond plus de rien, ni des milliards volés, ni des chutes de satellites, ni des guerres déclenchées.

Mais ce n'est pas le pire. Le plus terrifiant, c'est que nous perdons notre pays. Je prends cette route pour aller en Estonie depuis bientôt dix ans, c'est-à-dire exactement la période pendant laquelle, aux dires des propagandistes, la Russie « à genoux » « s'est redressée » sans faillir. Et avec chaque année qui passe, je constate que l'espace situé à 100 kilomètres de Moscou se décompose à vue d'œil. La route M9 a beau être sans cesse en travaux, elle se dégrade. Il y a de plus en plus de villages fantômes aux alentours – la nuit, on roule pendant des dizaines de kilomètres sans entrevoir une seule lumière, et les gens que l'on croise sont de plus en plus lugubres. Ils marchent en tirant leur luge le long de la route ou font du stop sans beaucoup d'espoir dans les yeux : d'ailleurs, je n'ai pas vu non plus de cars de ligne. À l'exception de quelques pompes à essence appartenant aux principaux distributeurs, les équipements de service sont indigents : des gargotes à chachliks tellement douteuses que l'on a peur d'y entrer et des hangars de pièces détachées pour les camions. Sur le bas-côté, comme au XVI^e siècle, la population locale vend les produits de la forêt : des champignons séchés, des baies congelées, des vêtements de fourrure grossiers. La forêt elle-même gagne peu à peu l'espace délaissé par la civilisation : les champs et les villages abandonnés se couvrent de ronces, les arbres se rapprochent de la route. Et si naguère il m'arrivait de rencontrer des policiers en embuscade avec leurs radars mobiles, cette fois, je n'ai repéré personne. Le pouvoir, les infrastructures, les gens – tout se dissout dans le néant.

Ce problème dépasse l'enjeu d'une simple route : c'est l'État russe lui-même qui est en question, son rapport à

l'espace, sa souveraineté territoriale. Pendant que le ministère de la Justice et la Douma combattent les « agents étrangers » et les révolutions dans les pays voisins, ou que le vice-président du gouvernement Dmitri Rogozine⁸ nous raconte que la Russie défend sa souveraineté en Syrie, c'est cette souveraineté même que nous avons déjà perdue sur la M9. La souveraineté présente deux caractéristiques : le pouvoir formel et le contrôle. On peut encore voir quelques symboles du pouvoir : dans la ville de Zoubtsov, près de l'hôtel « Boverli Hill », un drapeau tricolore russe flotte au-dessus du bâtiment de l'administration locale, et à l'entrée de la ville de Nelidovo, on aperçoit un abri en béton avec l'inscription « Russie, en avant ! ». Mais le contrôle effectif de l'espace est déjà perdu. Ici, il n'y a ni État, ni infrastructures, ni institutions, ni – au fond – de vie.

Encore dix ans de décomposition, et personne ne pourra plus aller par cette route à Pouchkinskié Gory⁹, ni à Karévo, où se trouve le domaine familial du compositeur Modeste Moussorgski, ni à Ostrov, avec ses pistes de ski de fond uniques, ni dans la très ancienne Izborsk¹⁰, ni à Pskov, la ville en pierre blanche. Et à la fin de la décennie suivante, il ne restera de la Russie qu'une vingtaine de grandes villes, des projets d'infrastructures prestigieux, comme le parc olympique de Sotchi, le périphérique autour de Moscou et les stades de la Coupe du monde de football. Entre ces lieux régneront le vide, des forêts clairsemées et des routes

8. Dmitri Rogozine (né en 1963) a occupé ces fonctions du 23 décembre 2011 au 18 mai 2018. Il est actuellement directeur général de Roskosmos, l'agence d'État chargée du programme spatial civil russe.

9. Village à 120 km au sud de Pskov où se trouve le domaine familial d'Alexandre Pouchkine (1799-1837), aujourd'hui transformé en ensemble muséal.

10. Petite ville millénaire où a été tourné *Andrei Roublev* de Tarkovski.

abandonnées. La Russie en vient à ressembler à une couverture trouée par les mites, dont le tissu serait de plus en plus grignoté. La souveraineté pour laquelle nous nous sommes battus au prix de combats sanglants près de Rjev et de Viazma pendant l'hiver 1941, nous l'avons perdue sur les routes qui passent par ces mêmes endroits.

LA FUMÉE DE LA PATRIE

Dulcis fumus patriae, disaient les anciens Romains¹¹, « La fumée de la patrie est douce ». En Russie, nous respirons cette fumée chaque printemps alors que le pays prend feu de tous côtés. Dès que la neige fond et que l'herbe de l'année précédente commence à sécher, les habitants sortent profiter de la nature et brûlent les ordures, l'herbe, le chaume, les joncs, les roseaux. Selon Greenpeace, chaque année, des centaines de milliers d'hectares de champs et de forêts partent en fumée, 5 000 à 6 000 maisons sont incendiées, des propriétés et des réserves naturelles sont anéanties, des personnes perdent la vie, du bétail est brûlé vif, la nature sauvage, les sols, la végétation, toutes les créatures de l'herbe et de la forêt subissent des dommages irréparables. À mesure que le printemps progresse du sud vers le nord, la Russie tout entière s'abîme pour un mois, voire plus, dans un brasier autodestructeur, jusqu'à l'arrivée des averses de printemps et l'apparition des premiers bourgeons.

11. Périphrase d'un vers d'Ovide où Ulysse rêve de revoir sa patrie. L'expression, traduite en russe dans la célèbre comédie de Griboïedov (1795-1829) *Le Malheur d'avoir trop d'esprit*, est proverbiale en Russie.

La haute saison de ce danger a lieu pendant les fêtes de printemps. L'année dernière, le malheur a frappé à Pâques, quand, dans la seule journée du 12 avril, plusieurs foyers d'incendie se sont embrasés simultanément en Khakassie¹². Mais un désastre écologique encore plus grand nous attendait : au cours des « fêtes de mai », entre le 1^{er} mai et le Jour de la Victoire, lorsque des millions de Russes, munis de barbecues et de seaux de viande marinée, se ruent dans la nature avec leur musique tonitruante et leurs moyens de locomotion. Les tout-terrain et les quads tracent des ornières dans le sol meuble, détruisant les jeunes pousses d'herbe ; les voitures se garent en files tout au long des rivières et des bassins ; des chansons et de la pop carcérale¹³ retentissent, les branches d'arbres craquent, les fumées de la viande grillée se répandent, et l'on voit s'accumuler les premiers tas d'ordures dans le crépuscule de mai. Depuis longtemps, une grande partie de la population russe s'oppose opiniâtement à son milieu de vie, en le détruisant jusqu'à atteindre un niveau d'entropie moyen, et l'herbe carbonisée n'est que la partie d'un problème bien plus important, qui relève d'un anti-écologisme inné.

Pourquoi brûle-t-on l'herbe en Russie ? Les anthropologues parleront de la transmission des traditions de l'agriculture itinérante sur brûlis, pratiquée par nos ancêtres dans les forêts d'Europe orientale : ces derniers abattaient et brûlaient la forêt afin de fertiliser nos sols argileux avec les cendres. Les historiens de la culture, eux, évoqueront les

12. République autonome de la Fédération de Russie, située en Sibérie. Il est question ici des incendies de 2015, au cours desquels près de 1 200 maisons ont brûlé dans 38 localités en une journée.

13. Depuis de nombreuses décennies, les chansons de la pègre composées dans les lieux de réclusion russes connaissent un grand succès au sein de la population.

rituels archaïques du printemps et la croyance en la force purificatrice du feu. Quant aux représentants du ministère des Situations d'urgence, ils qualifieront ces actes de délinquance ordinaire. En réalité, cela fait bien longtemps qu'a été définitivement réfuté le mythe selon lequel l'herbe brûlée réchaufferait le sol et l'enrichirait en cendres pour faciliter la nouvelle pousse : l'herbe ne brûle que trop peu de temps pour permettre au sol de se réchauffer. En revanche, les germes et les graines situés en surface meurent, de même que les micro-organismes et les insectes. Le feu détruit également les nids et leurs œufs, tue les levrauts, les hérissons et leurs petits, les grenouilles, les insectes, les larves, les chrysalides et les vers de terre ; la biodiversité est supplantée par une prolifération de mauvaises herbes plus résistantes au feu, telles la bardane et la grande berce du Caucase. Quant aux roseaux brûlés, ils repoussent à l'identique.

Il existe une autre explication populaire : l'aspiration à incendier l'herbe avant son voisin pour prendre une longueur d'avance. Apparemment, l'idée que l'on pourrait aussi ne pas brûler l'herbe ne vient pas à l'esprit des villageois. Cette « guerre de tous contre tous » caractérise les sociétés en situation d'atomisation extrême et d'anomie sociale.

Le philosophe Maxime Goriounov voit dans ces incendies une métaphysique du monde russe : « Comme leurs ancêtres finno-ougriens qui brûlaient la forêt vierge pour planter des navets et des rutabagas, les Russes brûlent les espaces culturels et politiques autour d'eux au nom de leurs conduites de gaz et de leurs villes aux grands immeubles préfabriqués. » Le « Printemps russe », ainsi qu'a été baptisé le mouvement séparatiste russophone de l'est de l'Ukraine, s'est transformé en un incendie et un pogrom russes ; c'est ce qu'ont bien senti les habitants du Donbass, devenu une zone de catastrophe sociale généralisée.

Mais la principale explication de ces feux d'herbes relève d'un sentiment irrationnel : « Que tout aille au diable ! » C'est un penchant inexplicable de l'individu russe à l'auto-destruction ostensible et pittoresque. « C'est beau, le feu ! » pense-t-il en allumant un foyer à proximité d'une haie, foyer qui consumera le champ, la forêt, le village et lui-même. L'incendie dans la steppe est à l'image de la révolte russe telle que Pouchkine l'a décrite dans *La Fille du capitaine*. Ce sont également les lueurs de cet « incendie mondial dans le sang » évoqué par Alexandre Blok dans son poème *Douze*, et dont lui-même a pâti. Son collègue le poète Vladimir Maïakovski racontait que, dans les premiers jours de la Révolution, il était passé devant la silhouette maigre et voûtée de Blok qui se réchauffait près d'un grand feu aux portes du palais d'Hiver de Saint-Petersbourg. « Cela vous plaît ? » demanda Maïakovski. « C'est bien », répondit Blok, avant d'ajouter : « Dans mon village, on a brûlé la bibliothèque. »

La métaphysique de l'incendie russe est aussi à chercher dans les rêves secrets de « l'homme du sous-sol » de Dostoïevski¹⁴, dans ce désir de détruire l'harmonie universelle et de vivre selon sa « stupide volonté ». Le philosophe Mikhaïl Epstein considère que l'origine de la politique russe menée depuis 2014 tient précisément dans la fierté blessée de « l'homme du sous-sol ». Aujourd'hui, la Russie incendie volontairement tout ce qui a été créé par un quart de siècle de réformes et de changements – le confort bourgeois et la fragile aisance postsoviétique, l'ouverture au monde extérieur et le système de relations avec l'Occident – au nom de gestes géopolitiques spectaculaires et insensés : elle jette de

14. Allusion aux *Carnets du sous-sol* (1864) de Dostoïevski, qui se présentent sous la forme du journal intime d'un narrateur amer, isolé et anonyme.

l'huile sur le feu des guerres civiles en Ukraine et en Syrie, elle menace l'Occident d'un incendie nucléaire. Mais cette politique suicidaire découle de la même passion irrationnelle pour l'autodestruction et la destruction du milieu de vie que celle qui anime les incendiaires anonymes. Et tandis que le présentateur de télévision Dmitri Kisselev menaçait en direct les États-Unis d'être réduits en « cendres radioactives » par une frappe nucléaire russe¹⁵, le sud de la Sibérie se couvrait de cendres bien réelles en raison des incendies perpétrés par des citoyens russes ordinaires. Comme l'a dit l'écrivain Viktor Pelevine, « le complot antirusse existe certainement, mais le problème, c'est que toute la population adulte de la Russie y participe ».

15. Dmitri Kisselev est le directeur général de l'agence de communication Rossiïa Segodnia (RIA Novosti, RT, Sputnik) et le directeur général adjoint de VGTRK, la holding de radiodiffusion et de télévision d'État. Cette déclaration a été faite en direct, en mars 2014, peu de temps après l'annexion de la Crimée.

LES GLACES SACRÉES DE L'ARCTIQUE

Le 16 septembre 2013, la Russie a brillamment remporté une petite guerre. Le FSB a arraisonné de force l'*Arctic Sunrise* de Greenpeace, qui avait tenté d'aborder la plateforme pétrolière Prirazlomnaïa, en mer de Petchora¹⁶, pour y mener une action de protestation pacifique contre des projets de forage dans l'océan Arctique. L'opération a donné lieu à une intervention en hélicoptère d'hommes armés de fusils d'assaut AK-47, et même à des tirs de sommation de la troupe héliportée et de l'artillerie côtière. Le brise-glace des défenseurs de l'environnement a ensuite été remorqué à Mourmansk, où le tribunal a condamné les trente militants à une peine de prison de deux mois tandis que le parquet ouvrait une enquête pour « piraterie » : selon l'article 227 du Code pénal russe, un crime passible de quinze ans de réclusion¹⁷.

Peu de gens se sont émus de l'énorme disproportion entre le crime et le châtement. Un an plus tôt, les trois

16. La partie sud-est de la mer de Barents.

17. Sous la pression internationale, les activistes ont été libérés sous caution, avant d'être finalement amnistiés.

jeunes Pussy Riot avaient écopé de deux ans de prison pour une prière punk à la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou. Mais ici, les écologistes ont porté atteinte à un lieu plus saint encore qu'une église : une plate-forme pétrolière appartenant à Gazprom. Véritable blasphème ! Peu importe que Prirazlomnaïa fût assemblée à partir de débris d'une plate-forme offshore norvégienne, que ses équipements soient de piètre qualité et qu'elle soit contaminée par les radionucléides. Peu importe également que le non-respect des règles de sécurité et son manque de rentabilité empêchent sa mise en exploitation depuis deux ans. Aux yeux des représentants des « structures de force¹⁸ » et des patriotes, une plate-forme pétrolière fait partie du patrimoine national, c'est un symbole de la sécurité énergétique et de la souveraineté de l'État russe, à l'avant-poste de la bataille pour le contrôle des ressources. Et c'est bien ce qui explique les actions musclées du FSB, l'hystérie patriotique de la presse et les théories complotistes, traditionnelles en Russie, selon lesquelles Greenpeace aurait agi dans l'intérêt des Occidentaux qui rivalisent avec la Russie pour s'emparer du pétrole arctique.

La guerre pour l'exploitation des ressources de l'Arctique – les gisements d'hydrocarbures de son plateau continental, ses zones de pêche, son ouverture à la navigation commerciale – a commencé il y a des décennies. Au fur et à mesure du réchauffement climatique et de la fonte des glaces, l'appétit des États et des consortiums s'aiguise. L'érection d'un drapeau de la Fédération en titane sur la dorsale de Lomonossov marque l'apothéose des prétentions

18. Les « structures de force » désignent en russe l'ensemble des forces armées et de sécurité (ministère de l'Intérieur, police, Défense, Justice, etc.).

territoriales de la Russie : planté dans les profondeurs de l'océan Arctique, il indique la partie russe du plateau continental.

Mais le vrai problème, c'est que la principale perdante de cette guerre sera la Russie elle-même, et ce quelle que soit la quantité d'eaux et de régions sous-marines qu'elle s'appropriera. La menace qui pèse sur son avenir, ce ne sont pas les revendications territoriales de ses concurrents, mais le désastre écologique auquel on assiste en Arctique. Si l'on y développe la navigation commerciale et l'extraction d'hydrocarbures à un niveau industriel, ce désastre risque de se transformer en catastrophe, dont la Russie aura le plus à souffrir, avec son littoral très étendu et sa dépendance de « l'air conditionné » arctique. L'industrie pétrolière est la plus polluante en Russie (surtout en raison de la combustion des hydrocarbures gazeux). En cas d'accident industriel, la tragédie prendrait des proportions bien supérieures à celles de l'explosion d'une plate-forme pétrolière dans le golfe du Mexique en 2010 : dans les eaux arctiques, pour des raisons techniques, seuls 10 % des résidus d'une marée noire peuvent être récupérés.

En outre, les gisements d'or noir dont la présence a été confirmée sur le plateau continental suffiront pour trois à cinq ans seulement. Dans la mer de Barents, par exemple, la totalité des gisements « avérés » ne contient qu'un cinquième de ce que les compagnies pétrolières russes produisent en une année. Le pétrole du plateau est « lourd », de mauvaise qualité, et son prix de revient excède largement celui du pétrole extrait sur terre : avec un prix du baril inférieur à 100 dollars sur le marché, l'extraction dans l'Arctique n'est plus rentable.

Les véritables raisons de cette ruée vers le pétrole arctique et de sa défense à l'aide d'hélicoptères et de garde-côtes

ne sont pas à chercher du côté de la souveraineté et des intérêts nationaux russes. Elles tiennent à la cupidité des consortiums pétroliers : leurs infrastructures en Arctique – y compris la flotte de brise-glace, les installations de forage pour la prospection, les véhicules et les navires de maintenance – proviennent du budget de l'État. C'est ce même budget qui leur accorde des allègements fiscaux pour l'extraction et l'exportation des ressources fossiles. Quant aux citoyens russes, ils ne verront ni ce pétrole, qui ira directement du puits à l'exportation, ni ses revenus fiscaux, à cause de la rentabilité économique quasi nulle.

Dans les débats sur l'Arctique et l'incident avec Greenpeace, on entend souvent parler de la souveraineté et des frontières sacrées de la Russie, des générations d'explorateurs polaires, des victoires et des victimes. Cependant, la souveraineté n'est pas une chose que l'on peut se contenter d'empocher. La Russie peut toujours conquérir de gigantesques territoires polaires, mais l'intensification de l'activité économique au Pôle, au nom des intérêts de quelques compagnies, provoquera de très graves dommages pour le pays. La souveraineté, ce n'est pas uniquement le droit de posséder un territoire, c'est aussi la capacité de l'utiliser de manière rationnelle pour le transmettre en bon état aux générations futures. Dans ce sens, la Russie a déjà perdu sa souveraineté sur des centaines de milliers de kilomètres carrés de son territoire souillés par le pétrole, contaminés par les radionucléides ou pollués par les activités économiques et militaires. Nous savons tous qu'il faudra plusieurs siècles à la fragile nature arctique pour se régénérer. La Nouvelle-Zemble, avec ses déchets radioactifs, et l'île Wrangel, où se sont déversées des centaines de milliers de tonnes d'hydrocarbures, sont, sur la carte, des territoires russes. En réalité, elles sont perdues aussi bien pour la

Russie que pour l'ensemble de l'humanité dans un avenir proche. Une catastrophe écologique globale s'est produite sur ces territoires souverains.

En dehors des eaux territoriales de ses pays riverains, l'Arctique appartient à toute l'humanité. Depuis quelques années, un mouvement mondial exige qu'il soit reconnu comme territoire international doté d'un statut protecteur, qui y interdirait les activités économiques et militaires, pour l'ouvrir uniquement à la science et au tourisme. L'appel de Greenpeace « Sauvons l'Arctique » a recueilli plus de huit millions de signatures. Le droit international connaît un précédent : le traité sur l'Antarctique de 1959 et la Convention sur la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique de 1982 (CCAMLR). Au nom de la protection de la planète et de l'avenir de la Russie, un régime semblable devrait être appliqué à l'Arctique.

Il ne s'agit pas pour les différents États de renoncer à leur souveraineté dans les limites des frontières et des eaux territoriales existantes. En revanche, tous les pays arctiques, dont la Russie, devraient pouvoir renoncer aux zones économiques exclusives, à toute activité militaire, à l'extraction des ressources naturelles, à la pêche industrielle et à la navigation commerciale de transit. C'est une chose que d'exploiter la route maritime du Nord dans ses volumes actuels et avec ses objectifs actuels : le transport de fret dans les ports arctiques et le maintien des activités scientifiques. Mais c'en est une autre d'envisager, en raison de la fonte continue des glaces, une voie commerciale passant par l'Arctique pour relier l'Atlantique et le Pacifique. Empruntée par des porte-conteneurs et des supertankers, elle transformera l'océan Arctique en une artère au trafic dense, avec des risques de navigation très élevés. Cela ne

doit pas arriver. L'Arctique, tout comme l'Antarctique, doit être transformé en réserve naturelle mondiale.

Aujourd'hui, cet appel semble utopique, surtout si l'on tient compte du nœud de problèmes historiques, économiques et géopolitiques liés à l'Arctique : la civilisation contemporaine s'est développée dans l'hémisphère Nord et l'Arctique a été l'arène de conflits multiséculaires. Il est peu probable que les pays arctiques, et en premier lieu la Russie, « qui se relève enfin », si l'on en croit la propagande, soient prêts à renoncer à leurs appétits souverains et à leurs ambitions économiques. Mais, au début de la campagne mondiale pour la protection de l'Antarctique, ce souhait paraissait tout aussi utopique. Aujourd'hui, l'heure de l'Arctique est venue !

Somme toute, les intérêts nationaux de la Russie ne consistent ni à planter des drapeaux en titane dans les fonds marins, ni à se bercer d'illusions grâce à ses acquisitions territoriales, pas plus qu'à installer de nouvelles bases militaires, ou à assurer la « sécurité énergétique » (qui, au fond, satisfait les intérêts des consortiums pétroliers). L'intérêt national de la Russie, c'est sa sécurité écologique et son développement durable. Or l'Arctique est une zone de très grande fragilité environnementale, et ceux qui défendent nos intérêts ne sont ni Gazprom et Rosneft, ni les troupes locales et les garde-côtes, mais une poignée d'activistes tenaces de Greenpeace. Hélas, aveuglé par les mirages de la souveraineté et le mythe des ressources inépuisables, notre pays a du mal à comprendre ce paradoxe.

LA CRIMÉE, TERRITOIRE DU SUBCONSCIENT RUSSE

Cela a commencé comme une farce, avec la « loi sur le bruit du pas des chats » (ainsi qu'a été baptisée la loi interdisant le tapage nocturne adoptée à Saint-Pétersbourg) et le retour du port de l'uniforme à l'école, les agissements de Vitali Milonov et d'Elena Mizoulina, députés de la Douma devenus de comiques défenseurs de la morale, l'ouverture d'une chaire de théologie au sein du MIFI¹⁹, l'une des meilleures universités dans le domaine des sciences dites « dures ». Au début, cela semblait absurde, grotesque, comme une sorte de trolling, à l'instar de toutes ces patrouilles de Cosaques, ces bénédictions de fusées, ces interdictions d'expositions et de spectacles exigées par des groupes de pression orthodoxes. Lorsque, en 2012, on a intenté un procès aux Pussy Riot et voté la « loi Dima Iakovlev²⁰ » interdisant l'adoption

19. Université nationale de recherche nucléaire, anciennement Institut de physique et d'ingénierie de Moscou, comme l'indique toujours son acronyme russe.

20. Loi fédérale adoptée en décembre 2012, qui promulgue l'interdiction d'entrer sur le territoire russe à certaines catégories de citoyens américains et européens prétendument impliqués dans des « actions antirusse ». Le texte interdit également aux Américains d'adopter des

des orphelins russes par les couples étrangers, ainsi que la loi sur l'interdiction de la propagande gay, la situation avait tout l'air de s'aggraver, mais il était encore permis d'espérer que l'obscurantisme n'était qu'une technologie politique, une action de propagande à usage interne, une mesure d'intimidation à l'encontre de la société après les manifestations de l'hiver 2011-2012 à Moscou.

De l'extérieur, la Russie paraissait être un pays autoritaire comme un autre, qui exerçait les pressions d'usage sur ses médias et ses opposants, mais respectait globalement les règles du jeu internationales, favorisant les IPO²¹, attirant les investisseurs, se préparant à accueillir les JO à Sotchi ou s'exprimant au Conseil de l'Europe et à l'ONU. Les violations des droits humains étaient mollement critiquées, mais on pouvait s'entendre avec Moscou sur les questions internationales, la Syrie, par exemple. Le pragmatisme politique régnait, et Poutine donnait l'impression de « quelqu'un qui sait où il a placé son argent ». Politique intérieure et politique extérieure ne se mélangeaient pas : chez soi, les « agrafes spirituelles » (pour reprendre l'expression de Vladimir Poutine désignant les valeurs traditionnelles) ; ailleurs, les notations financières, le gazoduc Nord Stream, l'ami Gerhard et l'ami Silvio.

Et puis, subitement, la digue s'est rompue, et les eaux troubles de la politique intérieure russe se sont déversées à l'extérieur, entraînant la Russie dans l'aventure criméenne, hors des limites du droit international, et, partant, dans une nouvelle guerre froide contre l'Occident. Notre produit

orphelins russes. Cette loi porte le nom de Dima Iakovlev, un petit garçon aux lésions neurologiques lourdes adopté par une famille américaine et décédé tragiquement, des suites d'une insolation, en 2008.

21. Introductions en Bourse.

domestique russe, les « agrafes spirituelles », est devenu un principe de politique étrangère. Les fantaisies eurasiennes du philosophe Alexandre Douguine, le kitsch patriotique de l'écrivain Alexandre Prokhanov, la géopolitique fruste de nos académies militaires dirigées par des généraux en retraite, toutes ces élucubrations *trash* se sont d'un seul coup transformées en idées *mainstream*. Il en a résulté une guerre réelle, l'intervention en Ukraine, et des menaces nucléaires à l'encontre de l'Occident venues du vice-président du gouvernement Dmitri Rogozine et du présentateur Dmitri Kisselev. Au cocasse « bruit du pas des chats » a succédé le grincement des chenilles des chars.

Au cours des trois semaines qui ont séparé Sotchi et le référendum sur le statut de la Crimée, le 16 mars 2014, la Russie, hôtesse empressée et victorieuse des Jeux olympiques, a contrevenu à toutes les règles, prête à jouer sa réputation et la stabilité mondiale pour s'emparer d'une presqu'île rocheuse de la mer Noire. Le 16 mars, le jour de l'annexion, la Russie s'est élancée pour passer en une foulée le point de non-retour : d'un seul geste, elle a mis fin au projet de normalisation et d'intégration au monde globalisé qui avait débuté un quart de siècle plus tôt, en 1989, avec le départ d'Afghanistan et la chute du mur de Berlin. Elle s'est alors retrouvée dans un monde nouveau, en possession d'un territoire annexé, mais hors des règles, des garanties et des principes du droit international. Par son caractère imprévu, ses dimensions et ses conséquences possibles, cette transformation assourdissante peut être comparée à l'effondrement de l'URSS.

Nul besoin de chercher une base rationnelle ou les limites d'un système pour expliquer ce bouleversement : le moteur s'est dissocié du vilebrequin et on ignore ce que cela peut encore entraîner. Pour le comprendre, plutôt que des

spécialistes de géopolitique comme Kissinger ou Brzeziński, on convoquera des philosophes et écrivains russes comme Fiodor Dostoïevski ou Nikolaï Danilevski²². La politique russe n'est plus aux mains du cadre de Gazprom propriétaire d'une villa à Antibes (il est justement en train de s'y rendre en jet privé pour sauver ses actifs), mais du tchékiste orthodoxe qui se vante d'avoir lu le philosophe monarchiste de l'émigration Ivan Iline²³. Trop longtemps, nous n'avons prêté aucune attention à la rhétorique revancharde du « monde russe », et voilà que ce monde débarque chez nous dans des BTR²⁴.

Une révolution jungienne s'est produite : l'inconscient collectif, l'archétype et le mythe ont définitivement triomphé dans la politique russe. L'irrationnel, d'abord utilisé par des « trolls » et des conseillers en stratégie politique, a peu à peu pénétré au cœur même de la politique, pour s'y substituer jusqu'à devenir le prisme à travers lequel le Kremlin voit le monde. Le discours s'est emparé du sujet et a fait surgir de nouvelles formes de politique, idéologiques et messianiques. Comme l'écrit l'essayiste Alexandre Morozov : « Les notions de profit, de marchandage, d'échange, de coopération, d'institutionnalisation, l'idée traditionnelle de "politique des intérêts", et, plus généralement, tout le discours de "realpolitik", cèdent du terrain au risque, à l'héroïsme, au suicide glorifié et au "*fatum*". Tout sacrifice,

22. Nikolaï Danilevski (1822-1885) est un essayiste et chercheur russe slavophile. Il exhortait les Russes à haïr l'Europe et à œuvrer pour la formation d'une fédération slave, qui passerait par la conquête de Constantinople.

23. Ivan Iline (1883-1954) est un philosophe russe. Expulsé d'URSS en 1922, il est resté monarchiste et farouchement anticommuniste, proche des thèses fascistes. C'est l'un des philosophes préférés de Vladimir Poutine.

24. Ce sigle russe désigne un véhicule blindé de transport de troupes.

et même la “catastrophe finale”, ne saurait convaincre les instigateurs d’une telle politique de son absurdité. »

La Crimée est devenue ce « *fatum* », ce moment de vérité, de fusion, où se rejoignent les leitmotifs de ces dernières années : le ressentiment post-impérial et la fierté blessée, comme dans le film *Brat 2* (« Frère 2 ») d’Alekseï Balabanov (dont le héros crie à des Ukrainiens : « Salopards, je vous tiendrai pour responsables de Sébastopol ! »), la soif de revanche et la chasse aux « fascistes » dans les pays voisins, le complexe d’infériorité (« L’Amérique aurait le droit, et pas nous ? ») et les ambitions mondiales. En Crimée, ce concentré de complexes et de peurs est arrivé à saturation, et le nouveau régime russe y a cristallisé sa doctrine. Dans le même temps, s’est territorialisé l’inconscient collectif qui, en investissant le mythe héroïque de Sébastopol, s’est trouvé une place d’armes.

Aujourd’hui, la « ville héros²⁵ » accueille un défilé de carnaval, où l’on aperçoit les principaux figurants du nouveau discours russe : le député Vitali Milonov²⁶ et le chef des motards patriotes Alexandre Zaldostanov, alias « le Chirurgien²⁷ », des Cosaques et des vétérans, Alexandre

25. Sébastopol a reçu le titre honorifique de « ville héros » (comme Kiev, Leningrad ou Stalingrad) pour avoir résisté pendant 250 jours aux attaques de la Wehrmacht, de fin octobre 1941 à juillet 1942.

26. Homme politique, député de la Douma, connu pour ses positions ultraconservatrices. Il est notamment à l’origine de la loi contre la propagande de l’homosexualité et de la pédophilie parmi les mineurs, destinée à intimider les homosexuels.

27. Personnalité sulfureuse, Zaldostanov est notamment connu pour avoir organisé de grands rassemblements de motards et des shows patriotiques prorusses en Crimée, à l’époque où la presque totalité était encore ukrainienne. Le célèbre motard, qui considère que la Russie et l’Ukraine sont un seul pays et leurs habitants un seul peuple, est un ami personnel de Vladimir Poutine.

Prokhanov²⁸, qui encense « Poutine de Tauride²⁹ », et des commentateurs extasiés qui parlent des « débuts de la Reconquista russe ». Puisant son inspiration dans le succès de Sotchi et imprégnée d'un nouveau messianisme, la Russie a décidé de réécrire les règles du jeu, de revoir l'architecture géopolitique héritée de 1991, voire de Yalta en 1945. Au vu de la faiblesse et des divisions de l'Occident, de la crise du leadership américain et de la pusillanimité de l'Union européenne, Moscou a décidé de jouer son va-tout en lançant un défi à l'ordre mondial contemporain. Si la Russie s'est d'abord limitée à critiquer l'Occident et sa débauche morale, à établir un périmètre de sécurité contre les homosexuels et les libéraux, elle est désormais déterminée à repousser les frontières de l'Empire, sur la base des mêmes postulats conservateurs et moralisateurs dont elle s'est servie pour mettre de l'ordre chez elle.

La nouvelle croisade russe va-t-elle réussir ? Après tout, elle s'appuie sur un mythe romantique, et non sur un calcul raisonnable. Car c'est bien d'une impulsion irrationnelle qu'il s'agit, du fameux *Blut und Boden* allemand (« le sang et le sol »), qui vient de dresser des millions de Russes dans un élan de solidarité avec la Crimée, mais dont le fondement institutionnel et les ressources sont extrêmement ténus. À la différence de l'URSS stalinienne et de son socialisme, la Russie actuelle ne peut se prévaloir d'une idéologie séduisante qui lui permettrait de s'opposer au monde extérieur. L'analogie avec la révolution iranienne de 1979 ne fonctionne pas : Poutine n'est pas Khomeini, le

28. Écrivain russe, chantre du nationalisme, au discours enflammé et ampoulé.

29. Du nom que donnaient les Grecs à la presqu'île de Crimée dans l'Antiquité.

patriarche Kirill n'est pas Khamenei, et l'orthodoxie moscovite n'a pas le potentiel de mobilisation de l'islam chiite. Il est tout aussi impossible de bâtir une Sainte Russie dans le pays sécularisé et urbanisé d'aujourd'hui que de construire un « monde russe » par la force des baïonnettes et de réunir une civilisation orthodoxe entendue dans le sens de Samuel Huntington – à moins que l'on considère ainsi le rassemblement des « terres russes ancestrales » de Crimée, de Transnistrie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud³⁰.

L'histoire se répète toujours. Ce qui se passe actuellement en Crimée est le dernier acte du drame impérial de la Russie, qui continue à éliminer son héritage soviétique d'une façon tragicomique. Observer cet exorcisme peut donner des frissons, lorsqu'un froid sépulcral se met à souffler du Kremlin et que ressuscitent les esprits d'outre-tombe. Mais ce ne sont que des chimères, des ombres, des simulacres, comme ces cosaques déguisés ou ces motards orthodoxes. Pour l'instant, il fait nuit en Russie ; reste à patienter jusqu'au chant du troisième coq³¹.

30. La Transnistrie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud sont des républiques séparatistes autoproclamées qui, selon le droit international, continuent de faire partie de la Moldavie pour la Transnistrie, et de la Géorgie, pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La Russie a reconnu leur « indépendance », conquise à l'aide de son armée.

31. Expression proverbiale. Les paysans russes croyaient que le chant du troisième coq, à l'aube, avait le pouvoir de chasser les mauvais esprits.

LE TAMBOUR SOLO

Dans ma lointaine enfance moscovite, une carte politique du monde était accrochée au mur de notre cuisine, en partie pour éduquer la jeunesse, et en partie pour recouvrir la peinture écaillée dudit mur. Dans son quart supérieur droit, le plus beau pays du monde était coloré en rose. En avalant une bouillie de semoule et en écoutant une émission de radio pour enfants, « Réveil des pionniers », je me rendais compte à quel point j'avais eu de la chance de naître dans ce pays, le plus heureux et le plus grand, et plus encore, dans sa ville principale. Je rêvais également de l'avenir qui nous rendrait encore plus forts et plus grands et nous permettrait d'annexer la Mongolie, la Bulgarie et, pourquoi pas, la Roumanie et la Hongrie, qui, de toute façon, étaient des pays frères, et ensuite, l'Afghanistan et l'Alaska... Derrière la vitre, le jour peinait à se lever et de gros flocons de neige tombaient, comme cela n'arrive que dans l'enfance. À la radio, des voix pures d'enfants chantaient une chanson de pionniers et l'avenir s'annonçait serein.

Depuis, quarante ans se sont écoulés. Le pays a épuisé ses forces dans un dernier bond impérial vers le sud³², s'est

32. L'auteur fait référence à la campagne d'Afghanistan (1979-1989).

brisé l'échine sur le mur de Berlin et s'est disloqué dans un nuage de poussière. Nous, nous nous sommes habitués à vivre dans de nouvelles frontières, avons construit nos États respectifs issus de l'URSS, nous sommes fréquentés les uns les autres. Nous avons appris les nouvelles règles du jeu global, avons mené des négociations sur le désarmement, avons accepté des limites imposées par des lois et des institutions, avons obtenu l'accès à de nouveaux pays et de nouveaux marchés, avons découvert un monde bien plus complexe, multicolore et interdépendant que celui que nous avons connu jusque-là. Nous avons commencé, me semble-t-il, à comprendre que la grandeur d'un État ne se mesurait pas à sa taille, au nombre de ses missiles et aux millions de kilomètres carrés de son territoire, mais à son PIB par habitant, à l'ouverture de sa société et l'attractivité du pays. En laissant de côté le romantisme géopolitique enfantin et les rêveries messianiques, nous sommes devenus, me semble-t-il, un pays adulte.

Or, aujourd'hui, lorsque j'assiste à la jubilation des masses au sujet de l'annexion de la Crimée, lorsque j'observe les drapeaux sur des balcons et le feu d'artifice festif au-dessus de Moscou – comme si nous étions en mai 1944 lorsque Sébastopol fut libéré de vrais fascistes, et non en mai 2014 où l'on brandit la menace de fascistes imaginaires –, et que je vois des talk-shows politiques sur la première chaîne de télévision se terminer par le chant collectif de l'hymne russe, j'ai l'impression d'entendre de nouveau l'indicatif du « Réveil des pionniers ». Lorsque je lis la note de Vladimir Jirinovski, leader du parti LDPR³³, adressée au ministère

33. Parti d'extrême droite, fondé par Jirinovski en 1990, qui prône la xénophobie (essentiellement anticaucasienne), l'expansionnisme militaire, le retour à un État fort et à une politique de répression intensive

des Affaires étrangères polonais dans laquelle il propose de partager l'Ukraine entre la Russie et la Pologne, quand je regarde le schéma de l'occupation de l'Ukraine qu'il propose où la Russie occupe toute la côte de la mer Noire, de l'Adjarie jusqu'à la Bessarabie (on sait que le fou du roi dit des choses que le roi ne peut prononcer à voix haute), je revois la carte rose murale de mon enfance et me revient en mémoire une vieille blague : dans un magasin, un écolier soviétique demande un globe terrestre de l'Union soviétique.

Tout cela me rappelle le roman de Günter Grass, *Le Tambour*, et le film génial de Volker Schlöndorff tiré de ce roman. Son héros, un petit garçon allemand du nom d'Oskar Matzerath, qui vit à Dantzig dans les années 1930, éprouve de la répulsion pour le monde des adultes et décide de ne pas grandir. Seul un tambour bon marché en fer-blanc que sa mère lui offre pour son anniversaire le réconcilie avec la réalité. Le garçon bat son tambour jour et nuit, tout en observant comment les nuages de l'Histoire s'épaississent et comment les adultes autour de lui se transforment eux-mêmes en enfants sans pitié qui saccagent des magasins juifs et saluent le fascisme naissant, l'annexion de la ville libre de Dantzig par le Reich et le début de la guerre.

Lorsque des rêves romantiques enfantins et l'idée d'une justice historique se répandent ; lorsqu'on a envie d'obtenir un cadeau ici et maintenant ; lorsque le monde des adultes avec ses normes, ses lois et ses procédures semble ennuyeux et poussiéreux jusqu'à l'insoutenable et lorsque ceux qui rappellent au respect des règles sont perçus comme des

contre les délinquants, y compris des opposants politiques. Ce parti est représenté à la Douma et au Conseil de la Fédération et il est bien implanté dans les régions.

enquiquineurs, on assiste à un phénomène d'infantilisation de masse. De quelles règles à respecter parle-t-on, si le printemps et la fête sont dans la rue, si le tambour bat sa mesure et l'Histoire est en marche ?

Le philosophe géorgien Merab Mamardashvili³⁴ a beaucoup parlé et écrit au sujet de l'infantilisme de la conscience nationale russe. Il faisait ainsi allusion au manque de personnalité des gens et à la faiblesse des institutions sociales autonomes, à « l'évitement de formes » bien définies propre à la culture russe et à la tradition orthodoxe. Sa voix pleine de sagesse sonne aujourd'hui comme un avertissement : « En ce qui concerne la haine, elle est liée à l'état primitif du corps social dans le pays, elle est liée à l'infantilisme. C'est une poudrière... Nous n'avons pas de tradition intellectuelle qui puisse nous permettre de nous rendre compte de notre état et de penser clairement : qu'est-ce que je ressens ? Pourquoi j'éprouve de la haine ? Pourquoi je souffre ? Si nous n'avons pas de perception claire, nous nous inventons des ennemis imaginaires. Bref, la haine est en grande partie le produit de l'infantilisme. »

Pendant un quart de siècle, nous avons tenté de nous intégrer dans un monde d'adultes qui met des limites à notre propre « je veux », un monde où il faut surmonter les traumatismes et les peurs enfantines, en les transformant et en leur donnant forme à travers la politique, la philosophie, la culture et l'art – comme l'a fait l'Allemagne qui, pendant un demi-siècle, est restée sur un banc d'école en méditant péniblement sur ses propres névroses. (*Le Tambour* a d'ailleurs rouvert pas mal de plaies, Günter Grass fut vilipendé

34. Grand philosophe (1930-1990), une sorte de Socrate soviétique qui dispensait des cours brillants à l'université sur Descartes, Kant, Proust et la phénoménologie.

LES QUATRE GUERRES DE POUTINE

et accusé d'antipatriotisme et de pornographie.) Hélas, ces efforts ont été vains : les « garçons russes », comme Dostoïevski les appelait, avec leurs complexes d'adolescents, se sont échappés de la salle de classe et se promènent en toute liberté. Les adultes sont partis, et on peut fumer, jurer, dire des gros mots, manger de la glace à volonté et s'emparer, à l'occasion, du vélo d'un garçon voisin convoité depuis longtemps. En retroussant leurs pantalons, ces « garçons » sont prêts à courir derrière le Komsomol, à agiter les drapeaux et à marcher en rangs serrés.

Jusqu'au retour des parents.

LE DJIHAD DE DONETSK

Fin 2014, on aurait pu féliciter la Russie pour la nouvelle victoire de sa politique extérieure : après la reconnaissance, par le magazine *Forbes*, de Vladimir Poutine en tant qu'homme le plus influent au monde, la revue *Foreign Policy* l'a inclus dans la liste des « Cent penseurs mondiaux », catégorie « Agitators », à savoir les *perturbateurs d'ordre public*. Dans sa note qui accompagne la liste des nominés, la revue explique : « Pour Poutine, la Russie n'est pas définie par ses frontières actuelles, mais par la culture, la langue et l'histoire communes des Russes. Et la prédestination divine (*manifest destiny*) de son État consiste à les réunir, en faisant fi de la souveraineté territoriale d'autres pays. »

La joie de cette nomination est quelque peu ternie par le fait que le président russe partage cet honneur avec des gens d'un calibre bien moindre : le philosophe eurasien Alexandre Douguine (« Pour avoir inspiré l'idéologie expansionniste de la Russie »), le *spin doctor* et ancien Premier ministre de la République populaire de Donetsk Alexandre Borodaï, ainsi que le leader de l'État islamique Abou Bakr al-Baghdadi, le leader de la secte Boko Haram Abubakar Shekau, l'islamiste britannique connu sous le surnom de Jihadi John, devenu

célèbre grâce à une vidéo diffusée par l'EI où il décapitait un journaliste américain, et deux citoyens du Koweït ayant organisé le financement de l'EI et des subdivisions d'Al-Qaïda. En somme, ce G8 alternatif se compose de trois Russes et cinq islamistes qui ont lancé un défi, en 2014, à l'ordre mondial existant.

Est-ce la gloire dont rêvait Vladimir Poutine, lorsqu'il téléphona, le 11 septembre 2001, à George Bush afin de lui proposer son aide dans le combat contre le mal mondial ? Depuis Barack Obama, le pouvoir américain désigne officiellement la Russie parmi les trois principales menaces à la sécurité des États-Unis, à côté de l'EI et de la fièvre Ebola ; les séparatistes à l'est de l'Ukraine, soutenus par la Russie, sont parfois comparés aux terroristes islamiques, et la présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė³⁵, traite publiquement la Russie d'« État terroriste ».

On peut considérer que ces comparaisons sont tendancieuses et provocatrices et qu'elles font partie d'une guerre de l'information menée par l'Occident contre la Russie. Mais le vrai problème, c'est que la « guerre hybride », déclenchée à l'est de l'Ukraine avec le soutien et la participation active de la Russie, contribue au développement de formes archaïques du chaos social et de la violence non contrôlée, qui ont bien des points communs avec les agissements des fondamentalistes islamiques en Syrie, en Irak, au Nigeria et dans d'autres pays d'Afrique et du Proche-Orient.

Il est vrai qu'à Donetsk il n'y a pas eu de supplices théâtralisés, comme en a produit l'État islamique, lorsque, au milieu du désert, on tranchait la gorge à des otages portant des sacs orange sur la tête. On y organise néanmoins des tribunaux « populaires » et des cours martiales où l'on

35. Son mandat présidentiel s'est achevé en juillet 2019.

prononce, sans se soucier d'aucune procédure juridique, des peines de mort à des violeurs et des maraudeurs supposés. On y organise également des lynchages, comme ce fut le cas pour une habitante de la région de Donetsk, Irina Dovgan, soupçonnée d'avoir aidé l'armée ukrainienne : elle fut attachée, pendant plusieurs heures, dans le centre de Donetsk, subissant des sévices et des humiliations de la part de badauds. Dans la fameuse « Fosse » (prison militaire de l'ancien Service de sécurité de l'Ukraine), on pratique, en masse, des tortures et des viols. Certes, les « miliciens » de Donetsk n'interdisent pas aux enfants d'aller à l'école et n'enlèvent pas les écolières, comme le font les djihadistes de Boko Haram, mais, dans la République populaire de Lougansk, le chef de guerre Alexeï Mozgovoï³⁶ interdit aux femmes la fréquentation de clubs, de cafés et de restaurants en les enjoignant à « rester à la maison et à broder au point de croix ». Son texte est sans appel : « Tu restes chez toi, tu fais des pirojkis et tu fêtes dans le calme le 8 mars [...] Il est temps de vous rappeler que vous êtes des [femmes] russes ! Il est temps de penser à votre spiritualité ! » Simultanément, on a diffusé une vidéo sur Internet où un Cosaque fouettait une jeune femme qui aurait enfreint cette interdiction.

C'est une « démodernisation » totale qui triomphe sur les territoires contrôlés par les séparatistes : un archaïsme tribal, le droit du plus fort, la loi de la Kalachnikov – autant de traits que nous avons l'habitude d'associer à des zones de conflits en Afrique. Ce n'est pas pour rien que les républiques populaires de Lougansk et de Donetsk ont été

36. En mai 2015, Alexeï Mozgovoï, issu d'une vieille famille cosaque, fut assassiné dans un guet-apens. Il était partisan d'une guerre sans merci pour s'emparer de tout le sud-est de l'Ukraine, sous le nom de l'époque tsariste, Novorossïia. On suppose qu'il a été liquidé sur l'ordre du Kremlin à cause de sa radicalité et de son insubordination.

affublées, sur les réseaux sociaux, d'un sobriquet collectif, « Louganda ». Le correspondant du portail web *Colta*, Vladimir Maksakov, qui a passé vingt-deux jours à Donetsk en tant que volontaire, puis prisonnier de « La Fosse », témoigne des mœurs primitives à Donetsk en 2014 :

Dimanche, s'est déroulée l'une des principales fêtes de Donetsk, la journée du Mineur. Dans la soirée, nous avons trouvé deux personnes près d'un ascenseur. L'un avait été sévèrement battu, l'autre gisait sur un brancard, les jambes criblées de balles. Je pensais que c'étaient des militaires ukrainiens prisonniers de guerre. Mais non, c'étaient des mineurs qui avaient continué à faire la fête après l'entrée en vigueur du couvre-feu. [...]

Un milicien au nez cassé et au visage boursoufflé après un passage à tabac nous explique sa mésaventure. Il accompagnait une jeune femme et il a vu, dans sa cage d'escalier, des gens qui s'affairaient autour d'un placard pour compteurs. Il les a pris pour des complices de cambrioleurs et a ouvert le feu sur eux. En fait, ce n'étaient que des employés d'un fournisseur d'accès à Internet, mais il l'a compris trop tard.

Les régimes militarisés de Donetsk et de Lougansk recouvrent leurs pratiques d'une feuille de vigne de légitimité et de démocratie directe, en organisant des simulacres d'élections et de référendums. En réalité, plutôt qu'avec un État moderne, ces républiques de pirates ont bien plus en commun avec ces terres libres de Cosaques du Don où affluaient fugitifs, paysans et bagnards, de toute la Russie, car on ne livrait personne de ces contrées-là ; avec les bandes de brigands cosaques de Stepan Razine au XVII^e siècle et d'Emelian Pougatchev³⁷ au XVIII^e siècle ; avec les révoltés de Nestor

37. Il s'agit des deux révoltes paysannes les plus célèbres de Russie.

Makhno³⁸ et d'Alexandre Antonov³⁹ pendant la Guerre civile de 1919-1921. Dans la région paumée du Donbass, le séparatisme fomenté par la Russie a réactivé des couches archaïques de la psyché russe qui semblaient avoir été détruites par la modernisation soviétique. Rares sont ceux qui soupçonnaient leur existence, à part peut-être des scénaristes géniaux des années 1990, Piotr Loutsik et Alexeï Samoriadov, qui ont atteint ces profondeurs chthoniennes dans leurs films, *Les Enfants des dieux de la fonte* et *Okraina*, et du prophète de la Russie poutinienne, le réalisateur Alexeï Balabanov, qui a travaillé d'après ce matériau archaïque en prédisant l'annexion de la Crimée, la guerre contre l'Occident et le fascisme russe.

Si l'on étend la comparaison, les républiques de Donetsk et de Lougansk sont proches des républiques partisans d'Amérique latine gouvernées par les narco-guérilleros des FARC en Colombie, des maoïstes du Sentier Lumineux et du Túpac Amaru au Pérou, de l'armée Túpac Katari en Bolivie et de Soleil Rouge en Équateur : tous ces mouvements partagent l'amour pour la rhétorique gauchiste, la « justice populaire » et le racket sous couvert d'une « justice révolutionnaire », tous ont la passion des masques noirs et des cagoules. Ce n'est pas un hasard si un héros du « Printemps russe⁴⁰ », le chef de guerre Arsen Pavlov, dit

38. Nestor Makhno (1889-1934), communiste libertaire, fondateur de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne qui, après la révolution d'Octobre et jusqu'en 1921, a combattu à la fois les Armées blanches tsaristes et l'Armée rouge bolchevique.

39. Alexandre Antonov (1888-1922, assassiné), militant socialiste-révolutionnaire de gauche, surtout connu pour avoir organisé la révolte paysanne de Tambov contre les exactions des bolcheviks, à la fin de la guerre civile russe.

40. Nom donné au mouvement des séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine.

Motorola⁴¹, portait un bracelet avec le portrait de Che Guevara.

Qu'y a-t-il de commun entre les combattants des FARC, de l'EI et de la DNR⁴² ? En premier lieu, tous ont des projets clairement antimondialistes et traditionalistes. Leurs idéologues s'inspirent des modèles du passé, que ce soit la théocratie islamique au Proche-Orient, un mélange fantaisiste de maoïsme, trotskisme et bolivarisme en Amérique latine, ou un cocktail dément de monarchisme, stalinisme et de « civilisation orthodoxe » dans les têtes des séparatistes à l'est de l'Ukraine. Leur ennemi, ce ne sont pas des gouvernements, mais la société moderne elle-même – avec son libre marché, son émancipation des femmes, ses inégalités sociales, ses tentations et sa permissivité. Leurs méthodes, c'est la lutte armée sous le drapeau de la libération nationale, territoriale ou religieuse, mais au fond, ils combattent des flux globaux anonymes qui érodent tout : ils essaient d'ériger leurs propres digues en prenant les populations locales en otage.

Il y a plus de vingt-cinq ans, au tout début des années 1990, lorsque le monde entier attendait la « fin de l'Histoire », prédite par Francis Fukuyama, le politologue américain Benjamin Barber a écrit un livre intitulé *Djihad Versus McWorld*. Il y prédisait le principal type de conflits qui succéderait à la chute du mur de Berlin : des révoltes fondamentalistes contre la mondialisation. Pour lui, la notion de djihad s'applique non seulement au mouvement islamique pour la pureté de la foi, mais également aux protestations plus larges,

41. Arsen Pavlov (1983-2016) fut l'un des chefs de guerre les plus redoutables parmi les séparatistes pro-russes. Il a péri dans un attentat, à Donetsk.

42. Le sigle de la République populaire de Donetsk.

issues des restes de sociétés traditionnelles, d'Oussama ben Laden jusqu'au sous-commandant Marcos, contre les flux mondialisés. En ce sens, les leaders de Donetsk et Lougansk – régions industrielles en dépression économique avec un haut niveau de chômage, une industrie minière peu réformée et des technologies d'extraction du charbon sauvages (des mines artisanales), qui ne s'inscrivent pas dans le monde post-industriel – mènent eux aussi leur djihad local, sous les drapeaux d'une charia orthodoxe, contre l'offensive de la civilisation occidentale et de ses agents, la « junte de Kiev⁴³ ». C'est pour cette raison que la revue *Foreign Policy*, dans son classement des « *perturbateurs d'ordre public* », les met sur le même plan que les islamistes-terroristes de l'EI et de Boko Haram.

Ces phénomènes ont un autre point commun : au Nigeria, en Syrie et en Irak aussi bien qu'à Donetsk et à Lougansk, apparaissent des zones d'une violence incontrôlée. La sociologue britannique Mary Kaldor les appelle des « guerres nouvelles » : dans ce nouveau type de violence organisée, les frontières s'effacent entre une guerre traditionnelle à laquelle participent des États et des armées, et la criminalité organisée, le terrorisme et la violation systématique des droits humains. Les « nouvelles guerres » sont des entonnoirs qui aspirent les gens, les territoires, les ressources. Elles se nourrissent aussi bien d'une aide militaire et humanitaire extérieure que de leur propre « économie de la violence » basée sur des pillages, des meurtres et le commerce d'armes, d'aide humanitaire et de personnes : pour les chefs de guerre et les leaders politiques locaux

43. Appellation courante en Russie et dans les républiques autoproclamées de Donetsk et Lougansk pour désigner les autorités ukrainiennes issues de la grande révolte populaire, pro-occidentale, de 2013-2014.

s'appuyant sur la force, la violence est un business profitable qui demande de nouveaux investissements. Plusieurs économistes qui étudient les guerres contemporaines les interprètent non pas comme des « conflits ethniques », une « lutte de libération nationale » ou une « décolonisation », mais comme une forme de criminalité organisée.

La « guerre hybride » à l'est de l'Ukraine qui fait la fierté de théoriciens militaires russes s'est transformée, au fond, en une de ces « guerres nouvelles » décrites par Kaldor. À l'heure actuelle, Donetsk et Lougansk rappellent la Tchétchénie de 1996-1999 : un État de bandits devenu un « trou noir » de la violence, de la contrebande et du terrorisme, et qui a failli aspirer tout le Caucase du Nord. Ce n'est guère un hasard si des bataillons de Tchétchènes se battent aujourd'hui dans les rangs des séparatistes du Donbass : ce ne sont pas de simples mercenaires envoyés par Ramzan Kadyrov, mais des combattants pour la pureté de la foi, contre l'odieux Occident. Voilà un paradoxe. Arrivé au pouvoir et devenu populaire grâce à son combat contre le terrorisme, Vladimir Poutine a noyé la Tchétchénie dans le sang et il en assure aujourd'hui le contrôle grâce à d'importantes injections financières. Dans le même temps, il a créé de ses propres mains une nouvelle Tchétchénie, bien plus proche du centre de la Russie, à la frontière de la région de Rostov-sur-le-Don. C'est là que des aventuriers de tout poil font leur baptême de feu et que des « reconstructeurs » fous de batailles historiques incarnent leurs fantaisies sanguinaires. C'est là une autre ressemblance avec l'EI qui attire des fanatiques et des frappadingues du monde entier.

Une catastrophe sociale et humanitaire est en train de se produire dans le Donbass. La violence y devient une norme de vie et elle ne peut être contenue dans les frontières de cette région. Elle se déverse dans le monde extérieur,

comme ce fut le cas avec la catastrophe du Boeing malaisien : la communauté internationale tient la Russie pour responsable, car c'est elle qui fournit des armes modernes aux combattants pro-russes. La violence atteint également la Russie. Le 3 novembre 2014, quatre miliciens de la DNR, venus dans la région de Moscou pour de brèves vacances, et qui s'étaient soulés pour fêter le jour des élections à Donetsk, mitraillèrent une patrouille de la police routière dans le district de Solnetchnogorsk. Trois d'entre eux réussirent à s'enfuir. Tous avaient probablement combattu dans la brigade du même chef de guerre de Lougansk, Alexeï Mozgovoï. Or, Mozgovoï jouissait lui-même du soutien appuyé de Moscou : en avril 2014, il avait rencontré les leaders des groupes parlementaires du LDPR et de la Russie juste. Dans la capitale, il se déplaçait dans un véhicule tout-terrain avec une plaque d'immatriculation recouverte par des symboles de la Novorossïïa. Il racontait que les inspecteurs de la police routière qui l'arrêtaient le relâchaient aussitôt qu'ils l'avaient reconnu en lui souhaitant bonne chance.

D'après des rumeurs, le vrai centre décisionnaire de ces républiques de pirates se trouve non pas à Donetsk ou Lougansk, qui grelottent de froid, mais à Moscou, dans une salle privatisée du café « Kofemania » de la ruelle Bolchoï Tcherkasski, à mi-chemin exactement entre le bâtiment du FSB à la Loubianka et de l'Administration présidentielle à Staraiïa Plochtchad. On y a aperçu notamment des dirigeants et des ministres de la DNR et des hauts fonctionnaires de l'Administration présidentielle, en train de discuter. C'est aussi les bureaux bien chauffés moscovites qui servent de pépinière idéologique aux « futurs penseurs de niveau mondial » du *xxi*^e siècle : ces postmodernistes qui ont réussi à croiser le djihad avec une orthodoxie combative

LES QUATRE GUERRES DE POUTINE

et des armements modernes. Ils n'ont pas encore réussi à construire un « monde russe », mais ils arrivent déjà à écarter la Russie des processus mondiaux, tout comme les partisans des mêmes idéologies au Nigeria, en Colombie, en Irak et dans d'autres endroits qui n'ont pas réussi à s'adapter à la mondialisation.

GLOBAL BIRIOULEVO⁴⁴

En 2013, les médias russes ont saisi un énième prétexte de se moquer de l'Europe. En octobre de cette année-là, de grandes manifestations et des grèves de lycéens agitaient Paris, protestant contre l'expulsion de France de deux lycéens étrangers : une jeune fille tzigane de 15 ans, originaire du Kosovo, et un citoyen arménien de 19 ans. Les lycéens exigeaient la démission du ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls. La propagande russe entonna alors son refrain sur les « excès de la tolérance » et le « trop-plein de migrants ». Il est en principe impossible d'imaginer une telle situation en Russie.

Dans les débats sur les migrants en Russie, deux erreurs monumentales sont commises. La première est le refus de la prise en compte de la dimension humaine de l'immigration (ce qui n'est guère étonnant au pays du social-darwinisme triomphant). La question des migrants est envisagée sous les angles de l'économie, de la corruption, du marché du travail, de la sécurité nationale, de la criminalité urbaine, des mécanismes d'adaptation à la société,

44. Quartier périphérique de Moscou.

enfin, de l'« immunité culturelle » de la Russie. Le débat se pose également en termes biologiques de « sang frais » et en termes mécanistiques de « machine assimilative », l'essayiste conservateur Maxime Sokolov incarnant parfaitement cette position. Mais il ne se trouve presque personne pour énoncer une chose très simple : les migrants sont en premier lieu des gens qui, sur le temps long, sont amenés à vivre à nos côtés et parmi nous, avec leurs joies, leurs chagrins et leurs droits – non seulement des droits juridiques d'entrée sur le territoire, de séjour et de travail, mais aussi des droits humains à vivre dignement et librement, protégés contre l'esclavage, la faim et l'humiliation, des droits au logement et à la justice.

Il est très difficile d'expliquer cela à la société russe qui, au cours de ces vingt-cinq dernières années, s'est endurcie, au point d'engendrer sans relâche et de façon primaire ses propres misérables : personnes âgées, SDF, drogués, malades du sida... Leur sort évoque celui des chiens errants qui sont considérés en Russie comme des déchets biologiques, et non comme des êtres vivants ayant eux aussi des droits inaliénables. Les migrants (« des animaux » dans l'argot des néofascistes russes) sont donc perçus chez nous à peu de choses près comme des chiens errants dont la société dispose selon des critères utilitaires : les uns sont attrapés et stérilisés, d'autres sont euthanasiés, les troisièmes sont envoyés dans des asiles. Les *Gastarbeiter*⁴⁵ sont considérés comme une biomasse : il faut juste s'entendre sur leur nombre, leur utilisation correcte et des mesures d'hygiène sociale et culturelle appropriées.

Au cours de ces dernières années, la société russe s'est abaissée au racisme le plus primitif. En témoignent certains

45. Travailleurs immigrés.

slogans de la « Marche russe⁴⁶ » qui défile, de nos jours, dans le quartier périphérique et sinistré de Moscou, Birioulevo. Une de leurs affiches, représentant une blonde avec un enfant aux cheveux dorés et bouclés, au milieu d'un champ de blé, est parfaitement éloquente : « Pour l'avenir de nos enfants blancs ». Autre exemple : des textes de la journaliste ultralibérale Youlia Latynina, qui évoque dans le journal d'opposition *Novaïa Gazeta* une « sous-culture d'esclaves » avec ses « traditions de despotisme et d'abrutissement islamiques ». Il se trouve même un opposant très respecté, Vladimir Achourkov, qui a fait ses études à la prestigieuse université technique de Moscou et à l'élitiste Wharton School, avançant le classique argument du civilisateur : « Je partage la théorie d'un développement progressif de l'humanité, selon laquelle les sociétés peuvent se trouver à des niveaux différents de leur évolution sociale. [...] La transformation graduelle de non-Européens en Européens est un processus long, complexe et douloureux, mais il n'y a pas d'autre alternative pour le développement de la société et de notre pays » (le quotidien *Vedomosti*). Ces assertions ressemblent en tous points au discours des progressistes de la fin du XIX^e siècle, lorsque Kipling parlait du « fardeau de l'homme blanc » et que le comte de Gobineau vaticinait sur la supériorité raciale des Blancs. À cette époque, on transportait des non-Européens en cages, on les montrait dans des cirques et des zoos, et la publicité britannique du savon Pears prétendait qu'il pouvait blanchir la peau d'un Noir. Il est impossible d'imaginer une argumentation pareille dans des journaux occidentaux ou à la Wharton School, mais

46. Nom donné aux défilés et aux meetings d'organisations et mouvements nationalistes russes dans différentes villes, qui ont lieu à l'occasion de la fête de l'Unité nationale, le 4 novembre.

dans la Russie des années 2010, c'est un discours normal et courant.

L'erreur capitale des partisans russes de la pureté raciale est de penser qu'il existerait une quelconque identité qui serait « nôtre », une cité où nous serions des « maîtres », et « eux », des « visiteurs ». Cet argument idéologique ne correspond à aucune réalité sociale : la Russie et, dans une plus grande mesure encore, Moscou constituent *de facto* un milieu de vie partagé où les mécanismes d'intégration ethnique fonctionnent depuis plus longtemps et avec un succès plus grand que dans les pays européens les plus tolérants, bien que nous refusions obstinément de le reconnaître. En tant que civilisation eurasiennne qui se trouve au croisement de différentes cultures, la Russie a toujours facilement assimilé les étrangers, qu'ils fussent des conquérants (les Tatars) ou des peuples conquis (le Caucase). La Russie n'a jamais été une nation « pure », mais une éternelle « *Colonial Frontier* » (au sens américain), avec des gènes slaves et ougriens, une âme des steppes et une élite comptant dans ses rangs des descendants de mourzas tatars, de barons d'Ostsee et de princes caucasiens. Moscou en est le melting-pot principal qui, depuis six cents ans, fait se mélanger et se fondre des flux humains, des races et des religions.

Même les noms des rues moscovites témoignent de l'héritage du multiculturalisme : la rue Ordynka est une « voie vers l'Orda », principalement peuplée de ses ressortissants ; à l'endroit de la rue Arbat, les Tatars stationnaient avec leurs chariots (des *arba*). On trouve également dans ce quartier la Grande et la Petite Rue des Tatars, avec une mosquée d'où l'on peut rejoindre à pied le Kremlin ; citons encore la ruelle des Arméniens près de la Loubianka, la Grande et la Petite Rue des Géorgiens en plein centre de Moscou,

Marosseïka, abréviation de Malorossiïka, rue peuplée de ressortissants de Malorossiïa (ancien nom de l'Ukraine).

Non, la Russie n'a pas toujours été un paradis de tolérance, et notre histoire ethno-politique connaît une multitude d'exemples classiques de colonisation, d'ignorance et de russification imposée, comme ce fut le cas avec la Zone de Résidence⁴⁷, les pogroms et les déplacements forcés de populations. Néanmoins, l'Empire sut travailler avec les altérités et les mettre à son service. Moscou en particulier, à la différence de Saint-Pétersbourg, a toujours été une ville-souk, un énorme hub de transit, et à l'époque de la mondialisation, le rôle de la capitale comme soupape gigantesque qui régule des flux de matières premières et de ressources financières et humaines de l'Eurasie n'a fait que grandir.

C'est là qu'intervient la deuxième erreur monumentale du nationalisme russe contemporain : focalisé sur la recherche du *Blut und Boden* (« le sang et le sol »), il renonce à l'énorme héritage impérial, à la grandeur d'un immense empire qui sait vivre avec l'Autre. Il est étonnant que les nationalistes qui défilent sous les drapeaux noir et jaune de l'Empire russe, lors de leur « Marche russe » à Birioulevo, ne le voient pas : ils devraient savoir que la Russie est une nation impériale, et non russe, et que c'est l'Empire qui a donné à la Russie sa grande histoire. En demandant de nettoyer la ville des migrants, de se séparer du Caucase et d'introduire des visas pour les ressortissants d'Asie centrale, les nationalistes veulent définitivement transformer la Fédération de Russie, héritière de l'Empire, en un pays provincial.

47. Partie occidentale de l'Empire russe, à l'exception des villes importantes comme Kiev, où les Juifs furent cantonnés par le pouvoir tsariste jusqu'à la révolution de Février, en 1917 : ils n'avaient pas l'autorisation d'habiter ailleurs.

Là réside la différence principale entre la Russie d'aujourd'hui et d'autres anciens empires – la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas : à l'époque postcoloniale, ceux-là ont su métamorphoser leur expérience impériale en un sentiment de responsabilité envers les peuples qu'ils avaient opprimés pendant des siècles, adoptant une politique active d'immigration, d'assimilation et de tolérance. Une prise de responsabilité morale du colonialisme – telle est l'attitude noble des grandes nations qui n'ont peur ni pour leur fond génétique, ni pour leur immunité culturelle. Si la Russie veut être un joueur global, influencer les événements en Syrie et dans les Balkans, parler d'égal à égal avec les États-Unis et la Chine, elle doit assumer sa responsabilité de siècles de colonialisme, « ses » Tadjiks et Daghestanais, ses marchés et ses quartiers ethniques, ses ouvriers du bâtiment et ses femmes de ménage, ses mosquées et ses comptoirs à kebab. Tout cela est normal, tel est l'héritage de l'Empire, et aujourd'hui, être un grand État signifie être un État généreux.

Malheureusement, le mot « générosité » ne fait pas partie du lexique politique russe. Avec les colonnes disparates de la « Marche russe », ses cosaques costumés, ses nazis, ses païens et ses supporters de foot, la Russie quitte les rives de l'Empire pour celles de la province, pour la périphérie profonde de Birioulevo.

LA TENTATION DE LA GÉOPOLITIQUE

La science politique n'a pas eu de bonne fortune en Russie. Au pays qui ne connut jamais d'universités libres, où l'on condamnait à la prison toute velléité de pensée émancipatrice et où la pensée critique ne subsistait que dans le folklore non officiel, cette science est devenue une humble servante du pouvoir, et les vrais politologues se comptent sur les doigts d'une main.

Mais il est un domaine de la connaissance où l'on permet à la pensée politique nationale de se développer pleinement, une discipline mystérieuse et mystique qu'on appelle la géopolitique. Il y a un siècle, à l'époque des pères de cette discipline, tels Rudolf Kjellén et Friedrich Ratzel, cette conception avait une certaine fraîcheur intellectuelle, mais au cours des dernières décennies, cette variante de la théorie du réalisme politique, fortement moisie, fut rejetée, telle une vieillerie, par la science politique occidentale. La géopolitique ne garda la cote que chez quelques vétérans de la guerre froide, comme Zbigniew Brzezinski ou John Mearsheimer qui expliquait, dans *Foreign Affairs* en juillet 2014, que l'Occident avait « laissé échapper » la Russie – ce qui reçut un accueil enthousiaste des experts russes.

Dans la Russie postsoviétique, en revanche, avec sa pensée politique vierge, la géopolitique est devenue la reine des sciences, un champ où s'exercent des enseignants provinciaux du marxisme, des philosophes issus du KGB et tout bonnement des charlatans qui camouflent le déficit de connaissance en sciences humaines avec une théorie en apparence élégante, qui ressemble à celle du complot si chère au cœur russe, avec de jolis mots, comme « Eurasie », « Heartland⁴⁸ » et « civilisation atlantique ». Dans la classe dirigeante russe, la géopolitique s'est substituée au regard critique sur le monde extérieur, en proposant, à la place, des mythes messianiques et des simulacres, comme les « intérêts nationaux » et la « lutte pour les ressources ».

Dans son acception russe, la géopolitique suppose que le monde est composé d'États unitaires qui ont chacun des « intérêts » et une volonté politique, et qui pratiquent la lutte darwinienne pour les ressources. Vladimir Nabokov l'a bien décrit dans son roman *Le Don*, avec le colonel Chtchegolev, un « analyste de canapé » :

« Comme tant de bavards vaticinant gratuitement, il croyait former dans sa tête un schéma élégant à partir des informations publiées dans la presse par des bavards rémunérés... La France avait *peur* de telle chose et n'aurait jamais *permis* que... L'Angleterre *poursuivait* ceci. Tel homme politique *souhaitait un rapprochement* et tel autre, *augmenter son prestige*. Un tel *ourdissait* et tel autre *aspirait*. Le monde qu'il créait ressemblait à une réunion de bagarreurs obtus, anonymes et manichéens. Plus il trouvait d'intelligence, de ruse et de prévoyance dans leurs actions réciproques, et plus ce monde devenait stupide, banal et simple. »

48. En géopolitique, la région du « cœur du monde » englobe une partie considérable de l'Eurasie du Nord, y compris la Russie.

En réalité, tout est bien plus complexe. Il n'existe aucun « Occident » uni, aucune « Russie » ni « Amérique ». Il n'existe aucun « intérêt national » abstrait, mais les intérêts de Vladimir Poutine et du président de Rosneft Igor Setchine, les intérêts des amis de Poutine, comme les frères Kovaltchouk et les frères Rotenberg, les intérêts corporatistes du FSB et du SVR (Services du Renseignement Extérieur), les intérêts de la Maison Blanche et du Pentagone, les intérêts de l'OTAN et ceux du président ukrainien Porochenko ou de l'oligarque ukrainien Akhmetov, les intérêts d'entreprises comme Siemens ou Shell – bref, nous avons affaire à une configuration à plusieurs niveaux de stratégies multidirectionnelles, d'institutions, de bureaucraties, de projets vénaux et d'erreurs fatales, et il n'existe aucun point où coïncideraient et s'agrègeraient tous ces intérêts, même si tel est le souhait d'amateurs de théories bien arrangées. Au fond, dans la Russie d'aujourd'hui, la « géopolitique » est le nom d'une idéologie qui justifie les ambitions impériales et la prééminence de l'État sur l'individu dans une lutte soi-disant éternelle pour les ressources entre la Russie et l'Occident.

En réalité, personne ne se bat pour s'emparer des « ressources russes » : la Russie se vante à l'affirmer. De façon triviale, l'Occident souhaite que notre pays, tout comme les Saoudiens, pompe le pétrole, lui achète des iPhones et des voitures et n'ait aucune velléité d'instaurer ses règles à l'étranger. En revanche, l'Occident est devenu bien indifférent à l'état de la démocratie et des droits humains en Russie ; qu'elle s'adonne à l'exorcisme ou qu'elle fasse flamber les bûchers de l'inquisition, peu lui importe. Et quand une « pompe à essence qui fait semblant d'être un pays » (selon l'expression gratinée du sénateur John McCain) commence subitement à se fâcher et à embêter

son entourage, on l'isole tout simplement, pour des raisons sécuritaires et sanitaires.

Le fiasco en Ukraine en est un bon exemple. Motivée par des peurs et des mythes géopolitiques (peur d'être encerclée, peur de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN), et non par une évaluation rationnelle des risques et des avantages, la Russie s'est tendu un piège à elle-même. Au fond, Moscou a fait en sorte que ses peurs se réalisent, comme si elles étaient prophétiques : en annexant la Crimée et en commençant la guerre contre l'Ukraine, elle a elle-même poussé l'Ukraine dans les bras de l'UE et de l'OTAN, elle a rejeté et irrité un peuple jadis proche comme un frère. La Russie s'est tiré elle-même une balle dans le pied, et il ne restait à l'Occident qu'à observer avec stupéfaction ce qui se passait et à se casser la tête pour savoir quoi faire de l'Ukraine qui venait de tomber, à sa surprise, dans son escarcelle. Tout cela est le résultat d'une évaluation erronée des « intérêts nationaux » de la Russie et d'une idée fausse selon laquelle l'Occident se bat contre la Russie, dans l'espace géopolitique de l'Eurasie, pour s'emparer de l'Ukraine.

Si l'on y réfléchit un instant, le « défi de l'Occident » à la Russie est un mythe. Ce qui ne l'est pas en revanche, c'est le défi de la mondialisation et de la société postindustrielle, et ce défi doit être relevé aussi bien par l'Occident que par la Russie. Après 1991, on a proposé à la Russie de jouer selon les règles internationales communes, non pas en qualité de leader du monde globalisé (le rôle qu'elle ne pouvait assumer), mais comme joueur régional. En plus de vingt ans, un modèle de collaboration mutuellement profitable s'est structuré : les ressources russes étaient échangées contre des investissements, des technologies et des institutions de l'Occident. On a créé en Russie une société de consommation occidentalisation : selon l'expression du politologue

américain Daniel Treisman, la Russie s'est transformée en un « pays normal ». Et, vers le début des années 2000, abandonnant l'idée d'une transition démocratique, l'Occident a donné toute licence à Poutine pour garantir et maintenir une stabilité interne. En revanche, la Russie, malgré ses mérites et victoires d'antan, n'a pas obtenu de place à la table où l'on traite des questions globales. Pour cela, elle aurait dû se lancer, comme la Chine, dans des transformations structurelles profondes, la construction d'une économie concurrentielle et d'une politique extérieure responsable.

... Il y a bien longtemps, dans les lointaines et chimériques années 2000, on a demandé au jeune tsar Vladimir à l'esprit progressiste qui menait alors sa première campagne électorale en quoi consistait l'idée nationale russe. Il a répondu brièvement : « En la compétitivité. » Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et beaucoup de sang également, mais si l'on revenait à cette définition de l'intérêt national, tout en Russie se remettrait à sa place. On comprendrait subitement que les intérêts nationaux, ce sont des investissements et des technologies de pointe, le renforcement du capital humain, l'accès à l'éducation et à la santé publique, des institutions qui fonctionnent, la liberté de parole et de réunions, des élections concurrentielles et honnêtes. Tels sont les slogans de l'opposition libérale qui a manifesté en 2011-2012, et c'est elle qui est aujourd'hui porteuse des véritables intérêts nationaux de la Russie.

Au contraire, commettre des actes d'agression contre l'État voisin, déclencher une guerre sale contre lui en y envoyant de jeunes Russes et en essayant d'occulter ce crime, détruire tout l'édifice des liens avec l'Occident – du contrôle des armements aux instruments financiers et aux investissements –, placer la Russie en situation de *rogue state*, et saper la possibilité même de croissance économique et

de modernisation, tout cela agit à l'encontre des intérêts nationaux russes.

La Russie actuelle n'a que faire de mythes géopolitiques qui mènent à la guerre et à la mobilisation. Bien au contraire, elle a besoin d'un programme de démobilisation nationale, elle doit mettre en sourdine sa haine et son opposition à l'Occident. La grande guerre est terminée depuis bien longtemps, il faut maintenant construire sa maison et élever ses enfants, plutôt que de les envoyer à l'abattoir. Nous avons d'autres fronts à combattre : l'État islamique, la drogue, la pauvreté, le cancer, la fièvre Ebola, et dans ces guerres, l'Occident est notre allié. Il faut juste opposer le véritable « intérêt national » russe au discours des paranoïaques et des charlatans et leur interdire, par la loi, de s'occuper de « géopolitique », une pseudo-science du même acabit que le conspirationnisme ou l'astrologie.

PROFESSION : OCCUPANT

En Russie, on aime bien les plaisanteries sur les interventions dans des pays voisins. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, on racontait une blague sur les moyens de locomotion chez différents peuples. Le Français allait au travail en scooter, pour ses vacances il prenait sa Renault, et pour l'étranger un avion ; l'Allemand allait au travail à vélo, en vacances en Mercedes, et pour des pays lointains il achetait une croisière. Quant au Soviétique, il allait au travail en tram, en vacances en train, et à l'étranger dans un char.

À l'époque postsoviétique, encore récemment, on aimait aussi les blagues sur les touristes russes. À la frontière d'un pays occidental, on demande au touriste russe :

- *Nationality ?*
- *Russian.*
- *Occupation ?*
- *No, just visiting*⁴⁹.

Désormais, la plaisanterie est terminée. Pour le premier anniversaire de l'annexion de la Crimée, en 2015, on a

49. « *Occupation* » a un double sens en anglais : « occupation » et « profession ».

posté sur Runet, le réseau Internet russe, une vidéo virale intitulée « Je suis un occupant russe ». Créée par le sulfureux studio My Duck's Vision, elle présente une apologie du colonialisme russe en énumérant les bienfaits apportés par les occupants aux peuples conquis. Iouri Degtiarev, producteur général du studio connu pour ses liens pro-Kremlin, a reconnu que les commanditaires de ce clip étaient liés à l'État. La vidéo a été traduite en dix langues, y compris en polonais et en chinois ; par ailleurs, le lien vers cette vidéo a été publié sur la page Facebook de l'ambassade russe en Finlande, ce qui a provoqué une vive inquiétude dans les médias locaux.

Le clip ne devrait même pas mériter notre attention – My Duck's Vision est connu pour ses clips *trash*, que ce soit celui qui dévoile la « vérité scandaleuse » sur McDonald's et Apple, ou celui où un personnage tâte les seins d'une multitude de jeunes femmes avant de serrer la main de Poutine, au bord du lac Seliger. Ce qui choque, c'est plutôt l'extraordinaire popularité de cette vidéo qui a été vue près de cinq millions de fois pendant la première semaine et qui a été gratifiée de six fois plus de *likes* que de *dislikes* sur YouTube. Cet immense succès a révélé la présence d'un virus bien ancré dans le code du subconscient russe : un complexe de supériorité mal placé, une certitude d'infaillibilité, une douloureuse nostalgie de l'Empire.

La voix off énumère avec emphase les bienfaits de la civilisation que la Russie a apportés aux terres conquises, en recourant à une image à la Kipling du « fardeau de l'homme russe » : en Sibérie où « l'on vendait des femmes pour quelques peaux de zibeline » on s'est mis à extraire le pétrole et le gaz et à produire de l'aluminium, on a construit des villes avec des jardins d'enfants et des hôpitaux ; dans les pays baltes, on a construit à la place d'anciens hameaux

des centrales électriques et des usines qui fournissaient des postes de radio et des voitures à toute l'URSS ; dans les steppes d'Asie centrale, on a construit des cosmodromes (des bases de lancement) et des stades, on s'est mis à cultiver le blé et le coton.

La voix oublie de dire que les bienfaits de la civilisation imposés aux peuples aborigènes du Nord ont détruit leur mode de vie traditionnel, les ont privés de pâturages pour les rennes en les inondant de pétrole, leur ont arraché leurs enfants en envoyant ces derniers en internat, à cause du mode de vie nomade des parents. Les occupants ont exterminé les chamanes et les guérisseurs, ont détruit la culture de ces civilisations pré-européennes et ont apporté avec eux le plus grand destructeur d'aborigènes – la vodka. La voix ne précise pas non plus que le coton est devenu la malédiction de l'Asie centrale : pour arroser les champs, les fleuves Amou-Daria et Syr-Daria ont été asséchés, transformant la mer d'Aral en désert ; néanmoins, bien que toute la population d'Ouzbékistan, y compris les enfants, fût mobilisée chaque année pour la récolte du coton, cet « or blanc » ouzbek n'est pas concurrentiel sur les marchés mondiaux : le coton égyptien est de qualité supérieure. C'était la même chose pour les minibuses RAF et les radio-phonographes Rigonda lettons – ces appareils peu élégants étaient très demandés au sein du camp socialiste qui vivait en circuit semi-fermé, mais n'avaient aucune chance de survie sur les marchés mondiaux, aux côtés de Toyota et Sony. En revanche, les Baltes ont beaucoup d'autres souvenirs : l'occupation de l'Armée rouge et la déportation de dizaines de milliers de Baltes en Sibérie, la destruction de hameaux et l'instauration des kolkhozes, enfin, des catastrophes écologiques : le paysage apocalyptique de la Zone

dans *Stalker* de Tarkovski est celui d'une centrale électrique abandonnée aux environs de Tallinn où le film a été tourné.

Aux yeux de ses territoires périphériques, l'Empire russe – puis l'URSS – jouait le rôle d'un agent classique de la modernisation, qui brisait le mode de vie traditionnel avec la main de fer de l'industrialisation et créait une infrastructure moderne tout en détruisant le milieu naturel et en redécoupant la carte démographique. Pendant des centaines d'années, la Russie s'est accaparé des territoires voisins en s'épuisant dans un effort de surmenage impérial (l'historien Paul Kennedy parlait d'« *imperial overstretch* »), mais à la fin du XX^e siècle, ce gigantesque projet territorial est devenu obsolète et s'est effondré sous le poids de ses propres ambitions et obligations. Il suffit de comparer le niveau de vie dans la région de Saint-Petersbourg et dans l'isthme de Carélie, occupé par l'URSS pendant la guerre russo-finlandaise de 1939-1940, avec celui de la Finlande voisine. Le voyage en train ou en voiture de Helsinki à Vyborg a tout d'une expérience existentielle. On a l'impression qu'avec le passage de la frontière russo-finlandaise on entre dans une autre dimension : les maisons sont vétustes, les routes, de mauvaise qualité, on aperçoit des forêts envahies de ronces et des champs abandonnés où rouillent des rails empilés, des carcasses de voitures, des mottes de fils électriques – autant de traces du grand rêve de modernisation précipitées dans le néant. De tout temps, « l'occupant russe » fut capable de conquérir des territoires (à quel prix, c'est encore une autre question), mais jamais il n'a su les rendre véritablement viables.

Dans une perspective historique, la colonisation russe de l'Eurasie appartient à l'époque des grandes découvertes géographiques, du capitalisme et de l'impérialisme précoces. La Russie faisait partie intégrante du projet moderne : comme

l'Angleterre, la France et la Hollande, elle élargissait les frontières du monde connu, conquérait des éléments allo-gènes par le fer, la poudre et la croix, annexait de nouveaux territoires et créait l'un des plus grands empires territoriaux de l'histoire mondiale. Mais l'analogie s'arrête là. Après l'éclatement des empires français et britannique et des changements sociaux tumultueux en Occident dans les années 1960, le discours postcolonialiste s'est répandu en Occident. Dans son livre *L'Orientalisme* (1979), Edward Said démontrait comment l'Occident avait « inventé » l'Orient en qualité d'objet que l'on étudie, discipline et colonise, et dans les années 1980, les travaux de Gayatri Spivak posaient une question radicale : « Les subalternes peuvent-elles parler ? »

En Russie, la théorie postcoloniale ne jouit d'aucune popularité dans le monde scientifique : on la considère comme une expression de la tolérance et du politiquement correct propres à l'Occident et donc méprisables. Intellectuellement, la Russie se situe à l'époque de Kipling, avec un racisme et un colonialisme pur jus, avec une certitude naïve de la supériorité de l'homme blanc. D'ailleurs, la Russie fut toujours en retard de 50-100 ans – que ce soit par rapport à la révolution de la poudre à canon, au socialisme ou au libéralisme... Nous en arrivons seulement maintenant au ressentiment aigu de la désagrégation coloniale (« la plus grande catastrophe géopolitique », dixit Poutine au sujet de l'éclatement de l'URSS), vécue par l'Occident un demi-siècle plus tôt.

La popularité de la vidéo sur l'occupant russe relève de ce même aplomb inculte, défendant le mythe des bienfaits de la civilisation soviétique et la supériorité du « monde russe ». L'annexion de la Crimée et la guerre pour le Donbass témoignent du même « syndrome de l'occupant ».

Depuis les accords de Bélovej⁵⁰, qui ont mis fin à l'existence de l'URSS en 1991, la Russie démontre son mépris pour l'indépendance ukrainienne, le mot *nezalejnost* (« indépendance » en ukrainien) est prononcé chez nous sur un ton ironique. Pour la Russie, l'Ukraine n'est pas un État, mais une ethnie, avec ses Cosaques en culottes bouffantes et ses chaînes de restaurants folkloriques Taras Boulba, bref, une sub-Russie. Il y a cent ans, à l'époque de la doctrine Monroe, les pays de l'Amérique latine étaient, pour les États-Unis, des « républiques bananières ». Pour un chauvin russe d'aujourd'hui, l'Ukraine est la « république du cochon⁵¹ » qui n'a pas voix au chapitre en tant que sujet politique, pas plus que la Biélorussie, surnommée « république de la patate ».

C'est pour cette raison que la première révolution ukrainienne (2004) et, encore davantage, la deuxième (2013-2014) ont produit un choc pour l'amour-propre des Russes. Les Ukrainiens ont clairement démontré qu'ils ne voulaient pas jouer le rôle du « petit frère », qu'ils avaient leurs propres valeurs et priorités. L'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass furent la réponse du « monde russe » au Maïdan, comme on appelle la révolution ukrainienne : ce ne fut pas simplement une occupation sur le plan géopolitique, mais le sentiment d'une supériorité civilisationnelle, l'idée que la Crimée et l'est de l'Ukraine seraient plus riches et heureux sous la tutelle russe.

50. Traité signé le 8 décembre 1991, dans la forêt de Bélovej en Biélorussie, par les présidents russe, ukrainien et biélorusse, qui entérinait la dislocation de l'Union soviétique et la transformation des républiques soviétiques en États indépendants.

51. Les Ukrainiens apprécient particulièrement le lard de qualité supérieure, en très fines tranches, qui est toujours présent sur la table ukrainienne.

On connaît le résultat : la Crimée vit avec une pénurie en eau et des coupures périodiques d'électricité, avec une hausse considérable des prix et de nombreux raids sur les entreprises ukrainiennes sous prétexte de « nationalisation », avec la transformation de la péninsule en une gigantesque base militaire, s'accompagnant de répression contre les activistes de la société civile et les Tatars de Crimée : des centaines de personnes arrêtées et disparues, des milliers de réfugiés affluant sur le territoire ukrainien⁵².

La Crimée fut occupée par des « hommes courtois », nom donné par la propagande russe aux commandos russes déguisés. En revanche, le Donbass fut envahi par des volontaires et des contractuels russes, très peu courtois, en tenue militaire aux épaulettes arrachées, qui arrivèrent dans des blindés aux plaques d'immatriculation barbouillées. Avec ses morts et ses réfugiés, le Donbass s'est transformé en un Tchernobyl humanitaire, en une plaie qui ne guérit pas. Rien de tel ne se produisit même après l'éclatement de l'URSS. Le bilan de l'activité de « l'occupant russe » en Ukraine est catastrophique, mais les créateurs de la vidéo virale s'en fichent complètement. Destinée au public à l'intérieur du pays, la vidéo fonctionne parfaitement, instillant le chauvinisme et la haine. Se présentant comme une puissance colonisatrice, la Russie rend en premier lieu un mauvais service à sa propre population.

52. Au début de 2016, près d'1,7 million de personnes ont été enregistrées en Ukraine en tant que « personnes déplacées », en provenance des républiques autoproclamées du Donbass et, à un degré moindre, de la Crimée.